

VILLE DE BAGNOLS-SUR-CÈZE

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 30 juin 2018

PROCÈS-VERBAL

Date d'envoi des convocations
et de l'Ordre du jour du Conseil municipal: 19 juin 2018

Nombre de Conseillers municipaux : 33

Nombre de Conseillers municipaux présents : 23

Nombre de Conseillers municipaux absents ayant donné procuration : 7

Nombre de Conseillers municipaux absents : 3

L'an deux mille dix-huit, le 30 juin 2018 à 9 heures, le Conseil municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, à la salle de réunion de la Maison de l'Entreprise, sous la Présidence de Monsieur Jean-Yves **CHAPELET**, Maire

Conseillers municipaux présents : M. Jean-Yves **CHAPELET**, M. Denis **RIEU**, Mme Emmanuelle **CREPIEUX**, M. Maxime **COUSTON**, Mme Ghislaine **COURBEY**, M. Michel **CEGIELSKI**, Mme Monique **GRAZIANO**, M. Vincent **POUTIER**, Mme Ghislaine **PAGES**, M. Jean Christian **REY**, M. Raymond **MASSE**, M. Ali **OUATIZERGA**, Mme Laurence **VOIGNIER**, M. Christian **SUAU**, Mme Aldjia **SAAIDIA**, M. François **PENCHENIER**, Mme Christine **MUCCIO**, Mme Carole **BRESCHET**, M. Serge **ROUQUAIROL**, Mme Claudine **PRAT**, M. Claude **ROUX**, M. Jean-Pierre **NAVARRO**, Mme Karine **GARDY**.

Conseillers municipaux absents ayant donné procuration : Rémy **SALGUES** procuration à V. POUTIER, Catherine **EYSSERIC** procuration à JY. CHAPELET, Philippe **BERTHOMIEU** procuration à R. MASSE, Anthony **CELLIER** procuration à JC REY, Murielle **ISNARD** procuration à G. PAGES, Christian **ROUX** procuration à S. ROUQUAIROL, Yvette **ORTIZ** procuration à C. PRAT

Conseillers municipaux absents : M. Stéphane **PEREZ**, Mme Anne-Marie **AYMERIC**, M. Michel **AYMERIC**

Secrétaire de séance : Aldjia **SAAIDIA**

Jean-Yves CHAPELET : Avant de commencer ce Conseil Municipal je voudrais, remercier M. Laurent Leschave, d'avoir accepté de remplacer au pied levé la personne chargée habituellement d'enregistrer nos débats et d'assurer une fonction qui n'est pas habituellement la sienne. On critique souvent les fonctionnaires mais les fonctionnaires ont du talent ; ils ont du talent professionnel mais ils ont aussi du talent privé et Laurent est l'exemple type des personnes qui dans leur talent privé savent les mettre au service de la collectivité, d'autant plus que vers midi et demi il faut qu'il parte très vite pour son festival des pin-up. Merci au nom de tous les élus.

Question n° : **01**

Rapporteur : **J-Y CHAPELET**

Objet : **Approbation des procès-verbaux des séances du 7 octobre, 9 novembre et 16 décembre 2017.**

Serge ROUQUAIROL : A part quelques finales de conjugaison qui me taquent, ils sont parfaits.

Jean-Yves CHAPELET : Je les mets au vote.

Y-a-t-il des votes contre ? Non. Des abstentions ? Non.

Ces procès-verbaux sont adoptés à l'unanimité.

Question n° : **02**

Rapporteur : **D. RIEU**

Objet : **Contrat de ville Gard rhodanien – Rapport d’activité 2017.**

1/Note synthétique de présentation :

La loi n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine prévoit la signature de contrats de ville conclus à l’échelle intercommunale pour la période 2015–2020.

Le Contrat de ville du Gard rhodanien, signé le 9 juillet 2015, concerne les communes de Bagnols-sur-Cèze et de Pont-Saint-Esprit, pour respectivement les quartiers prioritaires « Escanaux, Citadelle, Coronelle, Vigan-Braquet » et « Centre ancien ».

Le décret n° 2015-1118 du 3 septembre 2015 prévoit la réalisation d’un rapport annuel aux assemblées délibérantes des établissements publics de coopération intercommunale et des communes concernées sur la mise en œuvre de la politique de la ville.

Le conseil citoyen est lui aussi sollicité pour émettre un avis et, s’il le souhaite, produire une contribution annexée au rapport.

Le rapport d’activités se construit autour des axes suivants :

Il comprend les éléments suivants :

- rappel des orientations du Contrat de ville,
- synthèse des actions menées en 2017 au bénéfice des habitants des quartiers prioritaires,
- perspectives d’évolution au regard des résultats obtenus et des moyens mobilisés, ainsi que les améliorations qui paraissent nécessaires à la poursuite des objectifs du Contrat de ville,
- articulation entre les volets social, économique et urbain du Contrat de ville,
- actions menées sur les territoires en matière de développement social urbain permettant de rendre compte de la Dotation de Solidarité Urbaine.

Il convient :

- d’approuver le projet de rapport 2017,
- d’autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document se rapportant à ce rapport annuel.

Question présentée à la Commission des moyens généraux du 20 juin 2018.

Denis RIEU : Bonjour. J'avais pensé vous projeter un petit document mais les problèmes techniques de ce matin font que nous allons le faire oralement et je répondrai à vos questions ensuite.

Ce contrat a été signé au niveau de l'EPCI puisque c'est la loi aujourd'hui et il concerne les communes de Bagnols et de Pont-Saint-Esprit. Ce rapport d'activité est un peu indigeste mais il a une forme administrative obligatoire et il doit contenir les éléments suivants :

- rappel des orientations du Contrat de ville,
- synthèse des actions menées en 2017 au bénéfice des habitants des quartiers prioritaires,
- perspectives d'évolution au regard des résultats obtenus et des moyens mobilisés, ainsi que les améliorations qui paraissent nécessaires à la poursuite des objectifs du Contrat de ville,
- articulation entre les volets social, économique et urbain du Contrat de ville,
- actions menées sur les territoires en matière de développement social urbain permettant de rendre compte de la Dotation de Solidarité Urbaine.

Je vais vous parler, en gros, de la déclinaison de ce contrat.

- décembre 2014 : fixation de la nouvelle géographie prioritaire qui a retenu pour Bagnols-sur-Cèze : les Escanaux, la Coronelle, la Citadelle et Vigan-Braquet et Pont-Saint-Esprit pour le centre ancien.

Les Escanaux sont pré-fléchés dans le site régional ANRU, nouveau programme de rénovation urbaine. C'est très très important pour nous parce que cela va nous permettre de travailler sur le site des Escanaux.

- juillet 2015 : signature du contrat de ville du Gard rhodanien pour 2015-2020.

- octobre 2015 : signature de la convention régionale ATI FEDER. Là aussi ce sont des éléments importants, l'approche territoriale intégrée avec les fonds européens gérés par la Région.

- mars 2017 : signature du protocole de préfiguration PNANRU.

- mai 2018 : Bagnols est retenue pour l'opération « Cœur de ville » sur laquelle nous travaillons dès à présent et qui là aussi peut apporter des réponses pour les difficultés que représentent les cœurs de ville et pas seulement celui de Bagnols mais les centres villes, toutes les villes d'à peu près de la même tranche de population.

Voici quelques rappels : pour Bagnols donc les Escanaux, la Coronelle, la Citadelle, Vigan-Braquet, c'est 4 000 habitants, avec un revenu médian de 7 300 € ce qui est selon les documents, le plus faible du département et selon nos documents, un des plus faible du département et pour le centre ancien de Pont-Saint-Esprit c'est 1 353 habitants avec un revenu médian de 7 600 €.

Je rappellerai aussi quelques éléments sur le quartier, c'est 4 006 habitants sur les 18 349 habitants de Bagnols-sur-Cèze soit 21,8% de la population, c'est un recensement qui date de 2018. Les chiffres ne sont pas toujours actualisés.

Jean-Yves CHAPELET : Claude Roux nous rejoint.

Denis RIEU: Dans le QPV il y a 18% des ménages imposés, 26% des ménages du QPV ont un revenu composé intégralement de prestations sociales. 84,2% de la population est sans diplôme ou avec un niveau inférieur au Bac. 736 demandeurs d'emploi toutes catégories dans le quartier prioritaire, 34,4 % sont des emplois précaires. Les jeunes de moins de 25 ans représentent 34,5% de la population, 93% des ménages sont locataires, 93,4% pour être précis. 51,8% de la population du QPV de Bagnols-sur-Cèze vit au-dessous du seuil de pauvreté c'est-à-dire au-dessous de 1 000 € par mois. C'est 17,5% quand on prend l'ensemble de l'EPCI du Gard rhodanien. Il y a une forte proportion dans ces quartiers-là.

Si je résume les faits marquants pour 2017 sur la politique de la ville, il y a eu :

- La création du Conseil citoyen, c'est quand même quelque chose d'assez nouveau qui n'a pas été très facile à mettre en place. Je crois que toutes les villes ont connu des parcours un peu compliqués pour mettre ce Conseil citoyen en place. En tous les cas celui de Bagnols-sur-Cèze fonctionne, il participe régulièrement à toutes les réunions concernant la politique de la ville et il s'implique sur le quartier.
- La création du PRE (Programme de Réussite Educative) de Pont-Saint-Esprit et le maintien du PRE de Bagnols bien sûr.
- La mise en place d'ateliers d'apprentissage de la langue française encadrée par une professionnelle, il faut savoir que l'on a sur Bagnols l'arrivée de personnes étrangères qui ne maîtrisent pas toujours la langue française et la maîtrise de la langue et la première chose à acquérir pour trouver du travail et si elles le souhaitent à un moment, acquérir la nationalité française.
- La création d'un lieu d'accueil, enfants parents, à la Maison des parents aux Escanaux.
- Étude sur la création d'un espace de vie sociale à Pont-Saint-Esprit.
- La mise en place et la signature à l'avenir des premières conventions pluriannuelles d'objectifs. Ce sont des conventions que l'on signe entre les associations les plus importantes du territoire avec qui on a des relations très proches et donc continues. Ce sont des associations que l'on suit pendant des années. On peut prendre l'exemple de Riposte, on peut prendre l'exemple de Mosaïque.
- Signature de Chartes d'entreprises et quartiers, 5 entreprises sont engagées sur le territoire dont Orano, Geco, SMB, Sud Horizon, Véolia. C'est important parce que ces entreprises ont signé une Charte pour effectivement travailler en particulier avec des jeunes des quartiers prioritaires.
- Étude en cours pour la mobilisation Parcours du Créateur avec la Caisse des dépôts. C'est aussi permettre à des jeunes entrepreneurs de s'installer.
- Intégration opérationnelle de la Région et de la mobilisation des moyens accrus. L'emploi est l'un de nos objectifs prioritaires en 2017 sur toutes les actions que l'on a pu avoir et la Région vient sur cette partie des aides, l'emploi étant l'une des thématiques qui est retenue par la Région et en 2017 on a bénéficié de 29 500 € de financements de la Région.
- Déploiement de cinq emplois adultes-relais, sur le territoire il n'y en avait qu'un seul en 2015, aujourd'hui on en a deux sur la tranquillité publique, un sur l'emploi, un sur l'éducation et le dernier sur Pont-Saint-Esprit.
- Mise en place d'un atelier Santé Ville. Nous avons un contrat local de santé au niveau de l'agglomération dont l'objectif est d'avoir un rôle de partenariat et de développer le partenariat alors que le rôle de l'atelier Santé Ville est de mener des

actions sur le terrain et nous souhaitons que ces actions sur le terrain prennent plus d'importance parce que l'on a des populations qui ont un accès à la santé qui n'est quand même pas toujours très bon est un état de santé aussi.

Vous avez pu voir dans le rapport d'activité le calendrier des réunions, il est intense et tient sur deux pages. La politique de la ville est très très gourmande en réunions multiples regroupant de nombreux partenaires quelque fois pour des montants qui ne sont pas toujours à la hauteur de ce que l'on souhaiterait. Je le répète de façon très régulière mais je ne sais pas si on trouvera une solution.

- Phase rédaction partagée mars avril 2018, ça c'est pour l'avenir.

- Avis rendu par le Conseil municipal entre avril et le 31 mai, avis rendu par le Conseil municipal de Pont-Saint-Esprit le 31 mai, avis rendu par le Conseil municipal de Bagnols aujourd'hui, l'agglomération a rendu son avis le 18 juin.

Enfin quelques éléments sur la programmation annuelle, sur le financement global de la politique de la ville. Il est passé de 410 000 € en 2015 à 598 206 € en 2017 ce qui représente une augmentation importante sachant que dans ces chiffres il y a toujours la valorisation des personnes qui sont des bénévoles dans les associations. Nous sommes passés de 25 associations porteuses il y a trois ans à 37 associations porteuses en 2017.

Les projets sont avant tout portés par des associations, c'était un souhait. Sur 84 projets cette année, 65 sont portés par des associations et 19 par l'agglomération ou la ville.

Si on peut dégager quelques points forts sur le contrat de ville, c'est le conseil citoyen qui est associé, je le disais tout à l'heure, à tous les projets en particulier sur le renouvellement urbain, des groupes de travail thématiques qui sont réunis de façon régulière. Un calendrier que nous n'aurions réussi à avancer dans l'année si ce n'est que l'on propose l'appel à projets avant la fin de l'année, ce qui permet aux associations d'avoir des financements un petit peu plus tôt bien que l'on soit aussi tributaire des décisions de l'État, du Département ou de la Région. Mais au moins nous on peut annoncer nos objectifs, nos projets de façon plus proche et on peut donner aussi aux associations une idée du fait que leurs projets seront retenus ou pas. L'augmentation du nombre de porteurs et de projets et ces fameuses conventions pluriannuelles d'objectifs que l'on va signer entre l'État bien sûr, la Région, le Département, les municipalités et les associations avec lesquelles on travaille de façon régulière.

Pour les pistes de travail et d'amélioration c'est la difficulté de coordination entre les différents groupes de travail, puisque les groupes de travail se sont des groupes thématiques et il n'est pas toujours facile après de faire du lien entre ces groupes de travail.

On doit aussi développer la mise en œuvre du droit commun puisqu'on sait bien que la politique de la ville vient en appui, vient ajouter des financements au droit commun mais aussi il est nécessaire d'aller chercher ce droit commun, et on ne le voit peut-être pas toujours autant qu'on le voudrait.

L'amélioration c'est la complexité administrative des appels à projet et le travail sur cette complexité en essayant avec les partenaires de trouver les moyens de

simplification. Ils ne sont pas simples et l'ensemble des partenaires ne sont pas toujours dans les mêmes calendriers et dans les mêmes options entre l'État, la Région, le Département et le nombre d'appels à projets aussi chaque année, c'est-à-dire que chaque service lance des appels à projets en cours d'année auxquels il faut répondre très rapidement. Vous connaissez le système des appels à projet, une fois c'est au niveau du sport, une fois c'est au niveau de la santé, une fois c'est à un autre niveau et c'est très difficile de suivre ces appels à projets et de pouvoir y répondre de façon régulière et efficace.

Dernier point sur l'ATI-FEDER c'est l'axe cinq du programme de rénovation urbaine. Il y a 828 000 € qui ont été fléchés sur ce dispositif. Aujourd'hui on a neuf projets sur Bagnols qui sont pour les uns déjà réalisés et pour d'autres qui vont être réalisés dans l'année à venir. Les premiers projets réalisés sont : deux city stades, un à la Citadelle, un aux Escanaux, l'aménagement d'un square à la Citadelle avec des jeux d'enfants, un pôle de services à la population dans la barre de Carcaixent, l'amélioration de l'ensemble de l'éclairage urbain avec la recherche d'économie, une piste cyclable à la Citadelle qui va jusqu'au centre-ville pour amener la population, c'est du déplacement doux pour circuler à pied de façon sécurisée, ce n'est pas uniquement de la piste cyclable, la RHI Bazine (résorption de l'habitat indigne) qui a pris un petit peu de retard mais quel chantier ne prend pas un peu de retard. Donc ce sont des projets qui sont soit terminés pour certains soit en cours de mise en œuvre. L'aménagement urbain des Escanaux le projet est déjà bien avancé mais il doit être encore accepté et mis en œuvre, la rénovation du centre culturel Léo-Lagrange c'est-à-dire les salles qui sont autour de la pyramide et non pas la pyramide qui rentre dans un autre dispositif et le stade Léo-Lagrange sur lequel on souhaite mettre une pelouse synthétique afin de pouvoir l'utiliser davantage et toute l'année. Voilà, donc sur la programmation, après, je disais la mettre en œuvre le plus rapidement possible pour l'année prochaine, ne pas attendre la fin de l'année pour pouvoir la mettre en œuvre. Voilà très succinctement quelques éléments du rapport.

Serge ROUQUAIROL : Tout d'abord je veux remercier M. Rieu pour la lisibilité de son rapport oral parce que nous connaissons tous les systèmes du contrat de ville, nous savons tous que ce sont, même si nous n'allons pas entrer dans des polémiques sémantiques sur les appréciations qui ont été récemment données sur la politique de la ville par certains de nos pilotes, nous savons tous que ce sont des usines à gaz de dossiers, de montage de dossiers, de travail, de rencontres entre intervenants bailleurs ou porteurs de projets et en dépit de cette complexité que nous subissons, nous savons tous que le contrat de ville, les contrats de ville dans les formes successives qu'ils ont connues, sont vitaux pour l'exercice budgétaire de nos communes et pour leur avancée, aussi bien dans le domaine du fonctionnement que dans l'investissement maintenant. Donc, j'adresse mes félicitations pour la présentation, la clarté, la lisibilité de cette présentation.

Cela étant, il n'empêche que des questions subsistent. Vous avez indiqué les pistes de vos questionnements et je les partage tout à fait. On est à mi-chemin du programme et, évidemment, la question pour nous est celle des indicateurs les plus précis possibles pour que le pilotage soit effectif et efficace. C'est-à-dire qu'on passe par-delà les difficultés administratives que constitue la mise en place du système et que l'on aille, comme vous l'avez souhaité d'ailleurs dans la fin de votre intervention, au plus vite dans la réalisation des dossiers. Je pense que notre vigilance de conseil

municipal, notre vigilance d'élus, est appelée là-dessus que au-delà de ce dans quoi on aurait la possibilité de se noyer si on loupe une date parce que les rétro-calendriers sont extrêmement contraignants, si on oublie de faire appel à un porteur de projet ou à un bailleur qui pourrait intervenir. Donc, si toutes ces conditions qui sont complexes à réunir ne sont que partiellement réunies effectivement nous risquons de passer à côté de financements importants et à côté, ce qui est bien le plus important, de réalisations importantes. Donc, les indicateurs pour le pilotage dans ce sens nous paraissent très importants, d'où évidemment, une double évaluation qui nous paraît importante aussi qui est quantitative. C'est relativement facile à établir puisque ce sont des colonnes budgétaires mais qui est aussi qualitative en quoi ce que nous avons réussi à faire financer a réellement servi la politique que nous voulons impulser et c'est une politique, vous l'avez indiquée, de résorption de l'habitat indigne, d'aide à la parentalité, etc. Donc, nous ne critiquons pas du tout le rapport en tant que tel, nous indiquons simplement que nous appelons à une vigilance accrue sur ces sujets d'évaluations. Alors précisément pilier par pilier puisque vous avez une présentation par pilier on va donner deux axes. Nous aimerions connaître votre avis sur le niveau d'élévation de la cohésion sociale que les actions réalisées ont permis d'atteindre ou au contraire sur le niveau constaté de la délitescence sociale parce que la partie qui établit les constats, nous la partageons tous mais je pense qu'il nous faut avoir votre avis là-dessus. Votre avis aussi je pense sur l'activité économique. Sur les recrutements il n'y a pas de problèmes, vous avez signalé qu'entre 2015 et 2018, fin 17-18, il y avait eu une progression des recrutements et nous pensons que nous sommes dans une perspective de recrutement de personnel qualifié précisément et capable d'actions sur le terrain. Je conclurai sur une petite remarque, vous avez bien insisté sur l'éligibilité à un certain nombre de programmes de soutien, nous avons eu l'occasion de parler avec M. le Maire à titre privé de la complexité du système ANRU et de l'efficacité, la rare efficacité que l'on est capable d'apprécier de temps à autre. Vous me disiez que la partie la plus pertinente avait été celle de la venue des jeunes étudiants grenoblois qui avaient porté sur la traversée Escanaux un regard totalement neuf et à la limite générateur possible ou probable de solutions simples et peut-être pratiques et faciles à mettre en œuvre. D'où ma question, vous avez insisté sur l'éligibilité à un certain nombre de programmes en particulier celui du programme « cœur de ville » et il semblerait au vu de certaines parutions dans la presse récemment et puis au vu de certaines réunions associatives qu'il m'a été donné de connaître que cette éligibilité « cœur de ville » est un petit peu en contradiction avec un certain nombre de tendances actuelles chez des investisseurs avec lesquels la ville a été en contact. Donc, la façon dont cette contradiction va être gérée nous intéresse aussi évidemment vous le pensez. Dans l'ensemble, pour conclure et pour conclure positivement il y a du boulot, vous le faites, vous donnez bien les éléments pour le repérer mais, je dirai, ce n'est pas fini parce que le boulot s'annonce de plus en plus compliqué. Ce qu'il ne faut pas négliger c'est que ce n'est pas un assemblage de mots, ce n'est pas un empilage de textes même si c'est ça. C'est aussi quand même une participation très importante au budget de la ville en matière d'action sociale, en matière d'intervention urbaine, etc., c'est ce qui nous paraît le plus important pour les années à venir. Merci.

Jean-Yves CHAPELET : Je vais vous répondre pour préciser plusieurs choses. Je pense que pour les personnes qui m'entourent en tous les cas vous avez raison de dire que ce sont des dossiers où le quotidien, le quotidien c'est ce que je vais appeler « mettre le nez dans le guidon » fait que quelquefois on oublie l'essentiel, au même titre que l'ANRU, au même titre certainement que l'opération « cœur de ville » parce que ce sont des projets qui cherchent une orientation, qui demandent à chaque collectivité de prendre le sens de ce que je vais appeler « le sens de l'histoire » et la difficulté lorsque vous êtes maire c'est de rappeler, en permanence, à chacun que notre direction elle est là.

Vous parliez tout à l'heure, dans le cadre de la politique de la ville, qu'il ne faut pas s'enliser, qu'il faut faire bouger les lignes, faire bouger les dossiers. Vous avez parlé de la cohésion sociale, vous avez parlé de développement économique, je pense que si vous avez lu le rapport vous avez compris qu'il y a des indicateurs chiffrés qui vont confirmer ce que je suis en train de vous dire. Mais, il faut le faire en permanence. L'avantage, je sais que c'est contraignant pour les élus que nous sommes mais aussi pour les services. En ce qui concerne les crédits ATI-FEDER autant vous dire que j'ai beau avoir eu l'habitude professionnellement de lire des tableaux à trois entrées, je pense qu'avec Denis Rieu et même Catherine Eysseric, notre conseillère régionale, on s'est arraché les cheveux. Par contre, ce que je reconnais aujourd'hui, c'est qu'en nous donnant des choses qui ne sont peut-être pas facile à induire cela nous oblige à travailler très rapidement. Si vous relisez les programmes des deux city stades, l'aménagement du square à la Citadelle avec des jeux d'enfants, la piste cyclable, ce quartier à complètement explosé. C'est-à-dire qu'aujourd'hui c'est une nouvelle urbanisation, c'est une nouvelle organisation, c'est un quartier qui vit. Ce quartier de forte urbanisation, qui avait été modifié par la démolition des barres, la construction de l'EHPAD en fin de compte la dernière couche vient d'être donnée grâce à ce type de programme d'aménagements et si vous regardez le PPI que nous avons voté il y a 2 ans, nous avons déjà intégré ces aménagements. On a des obligations de résultat dans l'objectif que l'on s'est assigné mais on a aussi des obligations de résultat dans l'engagement parce que lorsque vous êtes subventionnés vous ne pouvez pas être en retard et même si l'on a l'impression que c'est un peu une usine à gaz, cette usine à gaz il faut qu'on la maîtrise et qu'on la maîtrise très rapidement, il ne faut pas se perdre dans le quotidien ce qui nous oblige aussi à avoir des gestions fines. Pendant que j'y suis je voudrais remercier Charlotte Buhot, car lorsque vous avez des techniciens de la qualité de Charlotte qui vous mène ce type de dossier, autant vous dire que nous derrière on avance.

Je vais en profiter pour vous parler de l'opération « Cœur de Ville ». J'ai rejoint à Paris avec Anthony Cellier les 220 maires éligibles à ce dispositif où nous avons eu l'honneur d'avoir un discours du 1^{er} ministre nous expliquant les tenants et les aboutissants. Aujourd'hui, nous avons commencé avec le Préfet à travailler sur les orientations que l'on veut donner. Un chiffre qu'il faut retenir, sur les 220 communes éligibles au plan « Cœur de Ville » 60% des communes sont en zone PNRU. C'est bien la volonté gouvernementale que les villes qui ont une rénovation urbaine aient aussi une rénovation qui se fasse à l'intérieur du centre-ville et c'est le premier travail que nous sommes en train de faire. Je rappelle le budget, c'est 1 milliard d'euros par an pendant 5 ans. Ce que je voulais dire c'est que notre première démarche consiste à recruter un chargé de projet parce que ce sont des dossiers où il faut englober un ensemble et surtout avoir de la technicité associée.

Mardi nous avons reçu le secrétaire général de la préfecture, M. Lalanne, qui a fait le tour des Escanaux, qui a passé tout l'après-midi à Bagnols, je ne vais pas dire que notre ANRU sert d'exemple, je vais être modeste, mais enfin il est construit, il est réaliste, il a été concerté et ce n'est pas fini, il porte en lui une vision. Il vous sera présenté ainsi qu'à la population. Je disais donc qu'il est quasiment construit, on commence à avoir des chiffres qui circulent qu'il faut encore affiner. Je pense que le visage de la rénovation urbaine du quartier des Escanaux et une partie de la Citadelle commence à se dessiner. Là où je rejoins M. Rouquairol c'est que l'ANRU c'est comme le « Cœur de Ville », c'est comme les crédits acquis, il nous faut en permanence, nous élus, avoir bien sûr des techniciens qui fonctionnent mais lever la tête, il faut toujours se rappeler et je partage votre analyse, il nous faut de la cohésion sociale, il faut que l'on regarde nos indicateurs, il nous faut du développement économique. Nous ne sommes pas dotés d'une baguette magique, nous essayons de faire que demain soit un peu meilleur qu'aujourd'hui et c'est notre ambition. Je ne suis pas un populiste, je suis quelqu'un de pragmatique, je pense que le fait que l'on améliore les choses que l'on arrive à atteindre le but que l'on s'est fixé, ce sera notre but.

Denis RIEU : C'est vrai que la cohésion sociale c'est difficile à mesurer. Les sociologues y travaillent. Par contre, ce que l'on sait c'est qu'il y a des outils que l'on peut travailler et qui permettent de favoriser la cohésion sociale. Prenez l'éducation c'est quand même un des outils essentiels. Pour donner quelques chiffres, vous avez dû voir la réussite éducative c'était quand même 62 enfants accompagnés, sur le Coup de Pouce. Normalement le Coup de Pouce est mis en place uniquement sur les quartiers prioritaires, la municipalité a fait le choix de le mettre en place sur l'ensemble des écoles Bagnolaises et sur 35 bénéficiaires, 91% des enfants avaient acquis la lecture en juin. Ce sont des éléments mais je crois que ce sont des éléments particulièrement importants.

Sur le renouvellement urbain, sur les chantiers qu'on appelle les « chantiers loisirs », je sais que le terme fait bondir mais ils ne consistent pas à aller faire des promenades ou des baignades au bord de la Cèze, mais plutôt par exemple à repeindre les bas d'immeubles aux Escanaux. 3 ou 4 sessions ont eu lieu et 60 jeunes y ont participé. Le souci c'est plutôt le manque de temps et de moyens en particulier l'encadrement pour réaliser ces chantiers parce qu'il y a une forte demande de la part des jeunes de participer à ces « chantiers loisirs » qui sont pour eux une façon de se valoriser mais qui sont importants aussi pour les habitants du quartier parce qu'ils voient les jeunes dans d'autres situations que simplement celles de faire du bruit dans les couloirs ou de jouer au ballon le soir dans la rue.

Sur les chantiers éducatifs, 16 jeunes âgés de 17 à 25 ans sont repartis sur 4 chantiers de 3 semaines. Je vais m'attacher à parler surtout de Bagnols et des éléments qui intéressent plus particulièrement Bagnols. Les entreprises aussi qui ont signé cette fameuse charte, sont de grosses entreprises et si elles s'associent au Contrat de Ville c'est quand même qu'il y a un sérieux et c'est qu'elles y trouvent elles aussi un intérêt. Les entreprises veulent bien faire un effort mais il faut quand même qu'à terme il y ait un apport.

Serge ROUQUAIROL : Veuillez m'excuser, je reviens sur le sens de la question que j'avais posée. C'est vrai qu'il y a les éléments objectifs, chiffrés qui sont diffus en raison même de la nature de l'action « Contrat de Ville ». Ce qui m'intéresse, c'est votre avis sur la question au-delà des chiffres. Alors on peut dire c'est du ressenti, oui sauf que quand on est dans une équipe politique que l'on soit dans la majorité ou dans l'opposition, le ressenti cela fait partie de la façon dont on est au contact de la population aussi et le ressenti il a des conclusions, les conclusions électives, il semblerait que votre ressenti ait été perçu quand même sinon vous ne seriez pas là où vous êtes. Donc la question c'est votre ressenti ? Ce n'est pas du tout pour vous mettre en cause, c'est juste que moi j'apprécie d'entendre l'opinion qu'a l'exécutif de cette majorité municipale sur la façon dont la cohésion sociale progresse ou non en raison, certes, de toutes ces actions qui ont été chiffrées et dont on peut voir les chiffres indirects, les appréciations indirectes par les chiffres mais moi ce qui m'intéresse c'est votre avis.

Jean-Yves CHAPELET : M. Rouquairol, il est sûr que mon avis ne peut être que positif et croyez-moi je le défendrai bec et ongles. En dehors de l'avis, bien sûr que la cohésion sociale, le Maire que je suis, pense qu'au quotidien cette cohésion fonctionne. J'aime bien les chiffres, je suis un technicien. Je vais reprendre ce que j'ai dit au secrétaire général de la préfecture mardi, nous sommes sur un territoire de 18 000 habitants, on est une petite ville et un gros village, on a une chance extraordinaire c'est que sur ce territoire on fait tous du contact, de l'associatif, on vient tous de ces milieux-là, professionnellement on se connaît à peu près tous. La cohésion c'est que, en dehors de toutes les structures que l'on crée et qui sont importantes parce que c'est ce qui fait le lien, c'est ce qui permet à chacun de trouver sa place dans cette cité, c'est le fait que l'on puisse côtoyer tout le monde. La cohésion c'est de permettre que toutes les populations, que toutes les personnes puissent vivre entre elles et encore une fois je pourrai parler des dispositifs pendant des heures mais ce n'est pas ce qui est important, ce qui est important c'est qu'on est une ville de 18 000 habitants, on est une petite ville et un gros village et c'est ce qui nous permet d'avoir en permanence cette cohésion. Ce n'est pas un monde idyllique que je vous présente, je ne décris pas le monde d'Alice au pays des merveilles, ce n'est pas ce que j'essaie de faire. Aujourd'hui, cette cohésion elle n'est pas parfaite parce que le monde parfait n'existe pas, moi en tous les cas je pense que sur mon ressenti, sur mon sentiment, sur l'équipe qui m'entoure croyez moi je pense que l'on œuvre tous les jours pour que cette cohésion fonctionne.

Y-a-t-il d'autres interventions ? Non. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des votes contre ? Non. Des abstentions ? **1 abstention** (M. Navarro).

Ce rapport 2017 est adopté à l'unanimité.

Question n° : **03**

Rapporteur : **D. RIEU**

Objet : **Avis sur le Projet régional de santé Occitanie.**

1/Note synthétique de présentation :

Le Projet régional de santé Languedoc-Roussillon arrive à échéance. La consultation pour le nouveau Projet régional de santé Occitanie a été lancée le 20 février 2018. Considérant le territoire du bassin de vie du Gard rhodanien, il convient d'attirer l'attention de l'Agence régionale de santé Occitanie sur les éléments de diagnostic suivants :

- accès aux soins primaires : déficit de médecins généralistes et spécialistes, tenant compte d'une démographie alarmante en ce qui concerne l'âge des praticiens qui conduit à une désertification médicale avérée qui ira en s'aggravant,
- équipements médico-sociaux : déficit d'établissements d'accueil des personnes ayant un handicap en particulier en ce qui concerne le polyhandicap, l'autisme et les personnes vieillissantes sortant des dispositifs adaptés,
- inégalités sociales et territoriales de santé : l'existence d'un gradient social et territorial de santé invite à une attention particulière sur les quartiers prioritaires de la politique de la ville identifiés par un revenu médian des habitants particulièrement faible.

Question présentée à la Commission moyens généraux du 20 juin 2018.

Denis RIEU : Il est demandé aux différents EPCI de prendre position. L'Agglomération a pris position et les différentes communes prennent position. On se proposait de faire remonter les remarques ci-dessus au niveau de l'ARS Régionale.

Serge ROUQUAIROL : En parfait accord avec ce qui est dit, c'est un constat que nous partageons tous. Personnellement, familialement, je suis sensibilisé en raison de la profession de mon épouse à cette réalité, aussi bien la réalité des successions des professions libérales que de la transmission de leur cabinet, c'est une réalité désarmante parce que la qualification désert médical connaît des variantes. Il peut y avoir un désert médical en raison du fait que personne ne choisit de s'installer sur la région et il peut y avoir aussi un désert médical en raison du fait qu'un certain nombre de praticiens ne font pas nécessairement le choix de remplir toutes leurs responsabilités en matière de disponibilité devant le travail et c'est une réalité que tout le monde constate tous les jours.

Jean-Yves CHAPELET : Je partage votre avis.

Jean-Pierre NAVARRO : Bonjour tout le monde, j'ai des difficultés à prendre la parole mais j'essaie de la prendre quand même. Ce constat est loin d'être réjouissant effectivement mais malheureusement il correspond à la réalité et je ne peux que l'approuver.

Jean-Yves CHAPELET : Y-a-t-il d'autres interventions ? Non. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des votes contre ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n°3 est adoptée à l'unanimité.

Question n° : **04**

Rapporteur : **D. RIEU**

Objet : **Subventions aux associations du secteur social.**

Jean-Yves CHAPELET : Souvenez-vous au moment du vote des subventions, nous avons dit que pour toutes les associations qui n'avaient pas présenté de dossiers, on les mettrait en réserve. Si vous regardez, il reste encore 3 associations qui n'ont pas présenté de dossier complet. Donc, on sera amené à redélibérer dessus le moment venu.

1/Note synthétique de présentation :

La délibération d'attribution des subventions de fonctionnement pour l'année 2018 adoptée au conseil municipal du 7 avril 2018 a réparti les crédits, dont 19 350 euros pour le secteur social.

Cependant, suite à la réception de nouvelles demandes de subventions, il est proposé de compléter le tableau d'attribution des subventions aux associations intervenant dans le champ des solidarités, comme suit :

ASSOCIATIONS	2017	2018	<i>Variation 2018/2017</i>
SOLIDARITES	19 350	19 350	<i>0,00%</i>
ASP (soins palliatifs)	250	250	<i>-100,00%</i>
CROIX ROUGE FRANCAISE BAGNOLS	2 000		<i>-100,00%</i>
ENTRAIDE PROTESTANTE AEP	2 000	2 000	<i>-100,00%</i>
CEZAME GEM	500	500	<i>-100,00%</i>
DONAVIE	200	200	<i>-100,00%</i>
LA VADROUILLERIE	200		<i>-100,00%</i>
PEUPLES SOLIDAIRES	1 200	1 500	<i>-100,00%</i>
SECOURS POPULAIRE	2 000		<i>-100,00%</i>
UNAFAM	160	160	<i>-100,00%</i>
KNET PARTAGE		100	
<i>Subventions soumises à action particulière</i>			
PEUPLE SOLIDAIRE (Afrique à Bagnols)	1 000	1 000	<i>-100,00%</i>
MAS - Fête des solidarités	2 000	2 000	<i>0,00%</i>
MAS - Femmes du monde	1 000	1 000	<i>0,00%</i>
MAS - Forum social	800		<i>-100,00%</i>

Question présentée à la Commission des moyens généraux du 20 juin 2018.

Jean-Pierre NAVARRO : Excusez-moi, j'avoue que je ne comprends rien à votre tableau parce que dans la colonne « Variation 2018/2017 » vous portez beaucoup de -100% et ensuite sur les totaux 2017/2018 vous portez exactement la même somme, 19 350 € ? Ma calculette n'est pas très d'accord avec ça, j'ai recalculé et c'est très différent.

Jean-Yves CHAPELET : M. Navarro, sur la colonne % vous passez un coup de crayon en travers, c'est une grosse erreur. Sur les totaux, je viens de le préciser nous n'avons pas tout attribué pour l'instant parce que tout le monde n'a pas déposé son dossier ce qui fait que les totaux sont différents.

Jean-Pierre NAVARRO : Excusez-moi, donc il y a 19 350 € pour 2017 et 19 350 € pour 2018 ? Est-ce que c'est une somme prévue ?

Jean-Yves CHAPELET : Non, c'est la somme que vous avez votée lors du budget. Ce n'est pas une somme, c'est la somme qui est réservée.

Jean-Pierre NAVARRO : Bien d'accord.

Jean-Yves CHAPELET : Y-a-t-il d'autres interventions ? Non. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des votes contre ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n°4 est adoptée à l'unanimité.

Question n° : **05**

Rapporteur : **D. RIEU**

Objet : **Convention pluriannuelle d'objectifs avec l'association Mosaïque-en-Cèze pour 2018/2021.**

1/ Note synthétique de présentation :

L'association Mosaïque-en-Cèze vient d'approuver son projet social pour les années 2018-2021 rendant caduque la convention de partenariat qui liait l'association à la Commune.

D'une façon générale, la Commune et l'association s'engagent à travailler en concertation pour lutter contre les inégalités sociales et culturelles en impulsant des propositions tout au long de l'année, ainsi que des actions socioculturelles favorisant l'épanouissement et le bien-être personnel pouvant aboutir à une meilleure insertion sociale et contribuer au développement social local.

En application de la circulaire du 18 janvier 2010 relative aux relations entre les pouvoirs publics et les associations, il est proposé au Conseil municipal de renouveler la convention avec l'association Mosaïque-en-Cèze pour les années 2018/2021.

Question présentée à la Commission moyens généraux du 20 juin 2018.

Denis RIEU : Il s'agit de signer la nouvelle convention avec Mosaïque-en-Cèze tel que le titre l'indique. La convention initiale venant à terme fin 2017, il s'agit de signer une nouvelle convention pour laquelle il n'y a pratiquement aucune modification, c'est simplement la reprise de la convention initiale.

Serge ROUQUAIROL : Nous avons travaillé sur les documents disponibles à partir des connexions internet avec l'association Mosaïque, où il y a un travail très important qui est réalisé. Il y a une gestion budgétaire qui nous semble très intéressante et que beaucoup d'entreprises aimeraient connaître parce que un joli petit matelas, un encours relativement modeste par rapport aux avances budgétaires donc on tombe sur la partie application des problématiques que nous avons rencontrées en présentation du contrat de ville, c'est-à-dire que la façon dont, à partir d'une somme donnée ou de plusieurs sommes ajoutées les unes aux autres, on arrive à réaliser l'action sociale elle-même, elle passe nécessairement par des équipes, nécessairement par des équipes qui se professionnalisent même si elles ne sont pas professionnelles, il y a un nombre de bénévoles important qui intervient dans l'association et cette diversification de l'action rend son évaluation, à priori, délicate, cela étant je vais en venir au souci de technicien de M. le Maire, quand on a les chiffres on est sûr qu'il y a d'une part une action et d'autre part qu'elle est bien menée. Après effectivement l'évaluation sensible, ça devient plus délicat, plus

compliqué et ça se fait certainement sur la durée, enfin voilà notre avis sur ces documents que nous avons pu consulter et qui montrent que largement le travail est fait.

Denis RIEU : Je crois que un des seuls moyens de l'évaluation c'est le fait de le faire avec un regard croisé de l'ensemble des partenaires et ne pas être un seul partenaire à apporter des remarques sur ces actions. Ce n'est pas une garantie absolue mais on s'approche un petit peu plus d'une vérité quand on a des regards croisés.

Jean-Yves CHAPELET : Y-a-t-il d'autres interventions ? Non. Nous passons au vote. Y-a-t-il des votes contre ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n°5 est adoptée à l'unanimité.

Question n° : **06**

Rapporteur : **D. RIEU**

OBJET : Convention de participation aux Animations d'été aux Escanaux.

1/Note synthétique de présentation :

Dans le cadre de la Politique de la Ville, la Ville a souhaité répondre aux objectifs de ce dispositif en organisant des animations gratuites auprès des jeunes du quartier des Escanaux.

Les partenaires de la Ville que sont le Département et l'État, via le CGET, ont validé et soutiennent financièrement cette action.

Ce dispositif permettra non seulement d'animer le quartier, mais aussi de rendre les animations accessibles à tous les jeunes. Les équipes d'agents territoriaux diplômés seront renforcées par l'intervention d'associations, afin de faire découvrir aux enfants leurs activités spécifiques. Un rôle de découverte et de passerelle pourra alors se faire en vue que les jeunes puissent intégrer une association à la rentrée.

Pour assurer le respect des principes pédagogiques et les obligations de chacun, une convention est mise en place entre la Ville et les associations permettant également d'aider financièrement les associations pour leurs interventions.

Il est proposé que la Ville signe cette convention avec chaque association participant aux Animations d'été.

Question présentée à la Commission moyens généraux du 20 juin 2018.

Denis RIEU : Ce sont des conventions à signer avec les différents partenaires qui vont participer à ces animations d'été et ils sont nombreux. Il est très intéressant de voir que les 15 premiers jours de juillet et les 15 derniers jours d'août il va y avoir sur les Escanaux des animations gratuites tous les jours. Vous regarderez le programme qui va du sport à la culture, de la musique à la danse, du mime et du cirque et tout cela porté par pratiquement toutes les associations qui travaillent sur l'animation à Bagnols, c'est-à-dire que cela va du centre social à Riposte, aux animateurs de la ville. Je crois que cette année c'est la 1^{ère} année et je l'espère pas la dernière où on arrive à avoir une programmation unique. Chaque année, il se faisait des choses mais chacun le faisait un petit peu dans son coin et pas toujours de façon coordonnée. Là cette année, l'ensemble des associations a joué le jeu et on va avoir des propositions pendant tout l'été d'où l'utilité de signer des conventions avec les différentes associations qui vont participer à ces animations.

Jean-Yves CHAPELET : Y-a-t-il des interventions ? Non. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des votes contre ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n° 6 est adoptée à l'unanimité.

Question n° : **07**

Rapporteur : **E. CREPIEUX**

Objet : **Modification du tableau des effectifs du personnel communal.**

1/Note synthétique de présentation :

Il est proposé de modifier le tableau des effectifs du personnel communal comme suit :

Suppression	Création	Observations
1 poste d'adjoint technique principal 1 ^{ère} classe à temps complet		- Départ à la retraite
3 postes d'adjoints techniques principaux 2 ^{ème} classe à temps complet		- Départ à la retraite - Nomination au grade d'agent de maîtrise
1 poste d'agent de maîtrise principal à temps complet		- Départ à la retraite
2 postes d'ASEM principal 1 ^{ère} classe à temps complet		- Départ à la retraite
1 poste d'adjoint administratif à temps complet		- Titularisation au grade de rédacteur principal 2 ^{ème} classe
1 poste d'adjoint administratif principal 2 ^{ème} classe à temps complet		- Démission
1 poste d'assistant de conservation principal 2 ^{ème} classe à temps complet		- Départ par mutation
1 poste de rédacteur principal 1 ^{ère} classe à temps complet		- Titularisation au grade d'attaché
1 poste de conseiller principal des APS 2 ^{ème} classe à temps complet		- Intégration directe au grade d'attaché principal
	1 poste d'attaché à temps complet	- Recrutement du Directeur des Moyens Généraux

Question présentée au Comité technique du 26 avril 2018 et à la Commission Moyens généraux du 20 juin 2018.

Serge ROUQUAIROL : Juste concernant la seconde case du tableau, sur les 3 postes d'adjoints techniques principaux qui sont supprimés, il y a 2 postes qui sont supprimés en raison de départ à la retraite ? Et un poste qui est supprimé en raison

de la nomination au grade d'agent de maîtrise donc la création du poste agent de maîtrise correspondant évidemment ? C'est ce qui nous avez semblé comprendre.

Jean-Yves CHAPELET : Y-a-t-il d'autres interventions ? Non. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des votes contre ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n° 7 est adoptée à l'unanimité.

Question n° : **08**

Rapporteur : **E. CREPIEUX**

Objet : **Recrutement agents contractuels de droit public pour remplacements de fonctionnaires ou agents contractuels de droit public momentanément indisponibles.**

Jean-Yves CHAPELET : Les délibérations qui suivent sont pour se mettre en conformité juridique avec le Percepteur.

1/Note synthétique de présentation :

Considérant que les besoins du service peuvent justifier le remplacement rapide de fonctionnaires territoriaux ou d'agents contractuels de droit public indisponibles dans les hypothèses exhaustives suivantes énumérées par l'article 3-1 de la loi du 26 janvier 1984 :

- temps partiel,
- congé annuel,
- congé de maladie, de grave ou longue maladie,
- congé de longue durée,
- congé de maternité ou pour adoption,
- congé parental,
- congé de présence parentale,
- congé de solidarité familiale,
- accomplissement du service civil ou national, du rappel ou du maintien sous les drapeaux ou de leur participation à des activités dans le cadre des réserves opérationnelle, de sécurité civile ou sanitaire,
- ou enfin en raison de tout autre congé régulièrement octroyé en application des dispositions réglementaires applicables aux agents contractuels de la fonction publique territoriale).

Il est proposé d'autoriser le recrutement d'agents contractuels de droit public pour remplacer des fonctionnaires territoriaux ou des agents contractuels de droit public momentanément indisponibles.

Question présentée à la Commission moyens généraux du 20 juin 2018.

Jean-Yves CHAPELET : Y-a-t-il des interventions ? Nous passons au vote.

Y-a-t-il des votes contre ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n° 8 est adoptée à l'unanimité.

Question n° : **09**

Rapporteur : **E. CREPIEUX**

Objet : **Recrutement d'agents contractuels de droit public pour accroissement temporaire ou accroissement saisonnier d'activité.**

1/Note synthétique de présentation :

Aux termes de la loi n° 84-53 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale modifiée et notamment ses articles 34 et 97, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement. Ainsi, il appartient à l'assemblée délibérante de déterminer l'effectif des emplois à temps complet et temps non complet nécessaire au fonctionnement des services.

Considérant l'accroissement saisonnier d'activité et les besoins de personnel :

- pour assurer la préparation, le fonctionnement, la surveillance, l'animation et la sécurité de la piscine municipale pendant la période estivale,
- pour assurer la préparation, le montage et le démontage, la sécurité des différentes manifestations et animations pendant la période estivale,
- pour assurer l'entretien des locaux,
- pour assurer les missions des personnels, agent polyvalent de restauration, agent de maintenance technique, d'agent d'animation, au sein des services municipaux,

il est proposé d'autoriser le recrutement des agents contractuels de droit public pour faire face temporairement aux besoins.

Question présentée à la Commission moyens généraux du 20 juin 2018.

Jean-Yves CHAPELET : Y-a-t-il des interventions ? Nous passons au vote.

Y-a-t-il des votes contre ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n° 9 est adoptée à l'unanimité.

Question n° : **10**

Rapporteur : **E. CREPIEUX**

Objet : **Indemnisation des congés annuels.**

1/Note synthétique de présentation :

La gestion des congés annuels des agents de la fonction publique, qui découle des dispositions réglementaires du décret n° 85-1250 du 26 novembre 1985 connaît des bouleversements avec de nombreuses décisions de la CJUE.

Ces décisions doivent être prises en compte par les employeurs dans l'attente d'une modification des dispositions réglementaires.

C'est ainsi qu'a été reconnu le droit à indemnisation pour un fonctionnaire mis à la retraite sans avoir pu prendre ses congés du fait de la maladie.

Ce droit à indemnisation posé par cette décision prime sur le droit national et notamment le décret n° 85-1250 du 26 novembre 1985 qui n'organise aucune indemnisation.

Désormais, un fonctionnaire qui part à la retraite à l'issue d'un congé pour indisponibilité physique, congé qui ne lui a pas permis de prendre tout ou partie de ses congés reportés et en cours, doit être indemnisé.

Ces dispositions ont également été étendues pour le fonctionnaire parti par mutation sans avoir pu prendre ses droits à congé ou pour un fonctionnaire décédé.

Ce droit à indemnisation s'exerce dans le respect des limites suivantes :

- une indemnisation théorique maximale fixée à 20 jours par année civile (pour 5 jours de travail par semaine),
- une période de report admissible (pour les congés dus au titre des années écoulées), limitée à 15 mois.

A titre d'exemple, pour un agent mis à la retraite au 1^{er} novembre 2014, suite à un congé de longue maladie ayant débuté en avril 2012, l'indemnisation portera sur :

- les jours des congés annuels non pris au titre de 2014, soit $20 \text{ jours} \times 10/12 = 16,66$ arrondi à 17 jours,
- les jours non pris au titre de 2013 (soit 12 mois) : 20 jours,
- les jours non pris au titre de 2012, sur la base de $3/12^e = 20 \text{ jours} \times 3/12 = 5$ jours,

Soit un total de 42 jours correspondant à 17 jours pour l'année 2014 en cours et 25 jours correspondant au report sur la base de 15 mois (12 mois au titre de 2013 et 3 mois au titre 2012).

• Calcul de l'indemnité

Aucune disposition réglementaire, ou décision jurisprudentielle, n'apporte d'indication quant aux modalités de calcul de cette indemnité.

La seule disposition qui organise l'indemnisation des congés annuels non pris, est celle de l'article 5 du décret n° 88-145 du 15 février 1988, qui pour les agents non titulaires de droit public de la FPT, indique :

- l'agent qui n'a pu bénéficier d'aucun congé annuel (au titre de l'année), perçoit une indemnité compensatrice égale au 1/10ème de la rémunération totale brute qu'il a perçue lors de l'année en cours,
- cette indemnité est proportionnelle au nombre de jours dus et non pris, lorsque seule une partie des congés annuels a pu être prise,
- cette indemnité ne peut être inférieure au montant de la rémunération que l'agent aurait perçue pendant la période des congés annuels dus et non pris,
- cette indemnité est soumise aux mêmes retenues que la rémunération de l'agent.

Question présentée à la Commission moyens généraux du 20 juin 2018.

Jean-Yves CHAPELET : C'est un peu soûlant mais il faut le faire, il faut y passer. L'administration a besoin de clarté.

Claude ROUX : Bonjour, excusez-moi pour mon retard. Je suis un peu surpris car les dispositions ont également été étendues pour le fonctionnaire parti par mutation, il n'y a pas la portabilité des droits ?

Vincent POUTIER : On vous demande de voter une disposition transitoire, c'est une décision de la cour de justice européenne qui n'est pas transcrite encore dans le droit français et qui concerne uniquement des personnes qui, soit au départ à la retraite soit au cours d'une mutation étaient en arrêt maladie et n'ont pas pu prendre leurs congés. Sachez que c'est vraiment des cas très particuliers, ça ne devrait pas remettre en cause les finances de la collectivité, c'est pour une question d'équité. C'est vraiment très particulier, mais c'est vrai que sinon vous avez les dispositifs que l'on connaît, les droits acquis qui sont transmis, c'est vraiment très très particulier. Pour aller jusqu'au bout, cela permet même aux ayants droits de quelqu'un de décédé de pouvoir récupérer cette partie qui n'aurait pas été payée.

Serge ROUQUAIROL : M. Poutier a bien souligné que cette décision n'est pas reconnue encore par le droit national donc on est dans l'anticipation mais c'est sûr que nous n'avons pas trop l'habitude de rencontrer ces situations. L'exception de l'égalité nous la connaissons.

Emmanuelle CREPIEUX : A la mairie on a déjà eu à l'appliquer.

Jean-Yves CHAPELET : Y-a-t-il des votes contre ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n°10 est adoptée à l'unanimité.

Question n° : **11**

Rapporteur : **E. CREPIEUX**

Objet : **Contrats d'apprentissage : rentrée 2018.**

1/Note synthétique de présentation :

En application de la loi du 17 juillet 1992, la ville de Bagnols-sur-Cèze souhaite accueillir 6 jeunes en contrat d'apprentissage.

Ces contrats tripartites–employeur, salarié, centre de formation d'apprentis–de droit privé permettent une formation en alternance.

La rémunération des apprentis dépend de l'âge des jeunes et du diplôme qu'ils préparent. Elle varie de 25 à 98 % du S.M.I.C.

En contrepartie des recrutements, l'État exonère l'employeur d'une partie des charges salariales.

Il est proposé pour la rentrée scolaire 2018 les apprentissages suivants :

Service	Nombre de poste	Diplôme préparé
Médiathèque	1	DUT année spéciale : information numérique dans les organisations
Service Education	2	CAP Accompagnement à la Petite Enfance
Bâtiments et Energie	2	CAP Maintenance des bâtiments de collectivité
Environnement et Cadre de vie	1	CAP Jardinier Paysagiste
Commande Publique	1	Master 2 « droit public »

Question présentée à la Commission moyens généraux du 20 Juin 2018.

Jean-Yves CHAPELET : Je voudrais vous signaler une chose, vous allez croire que je suis attaché au tableau mais si vous regardez ce tableau, je suis très fier de voir que l'on va du master 2 en passant par un DUT jusqu'au CAP. Nous sommes vraiment sur des contrats d'apprentissage et sachez qu'en mairie aujourd'hui on dépasse le nombre de 20 apprentis et que vraiment on joue le jeu de l'apprentissage, comme l'Agglomération le fait, parce que l'on croit et on est persuadé mais je pense que tout le monde dans cette assemblée en est convaincu, que l'apprentissage aujourd'hui c'est quelque chose qu'il faut privilégier.

Claude ROUX : Tout d'abord je vous félicite de continuer ce dispositif sur l'apprentissage. J'ai une question sur les petits diplômes, les CAP.....

Jean-Yves CHAPELET : Le CAP, c'est un vrai diplôme.

Claude ROUX : Pour les CAP on va appeler ça comme ça, vous privilégiez des jeunes Bagnolais ?

Jean-Yves CHAPELET : Il n'y a pas de règle sur les apprentissages, c'est un jury qui se réunit avec le futur maître de stage, avec les services, avec l' élu aux RH. Je vais vous raconter une chose dont je suis fier et je pense que toute l'équipe qui est ici peut en être fière. Pour un CAP Maintenance des Bâtiments et des Collectivités nous avons reçu 3 ou 4 candidats et dans ces personnes c'est un CAP maçonnerie qui a été retenu. Ce jeune qui est motivé, je l'ai rencontré, c'est quelqu'un qui a été orienté par le CADA. Il est arrivé en France il y a quelques temps, il ne parlait pas Français mais il a très vite percuté et convaincu le jury c'est évident. Donc, on ne privilégie pas spécialement l'appartenance bagnolaise, cela ne peut pas être un critère. Après il est sûr que quelqu'un qui fait un apprentissage à Bagnols, au niveau financier, il candidate plus à Bagnols qu'à Montpellier même si c'est entre 25 et 98% du smic, ça ne va pas loin. Globalement on se retrouve sur les postulants qui sont plutôt du territoire. Mais encore une fois c'est un jury.

Emmanuelle CREPIEUX : On travaille en lien étroit avec la Mission Locale Jeunes et donc ce sont des jeunes du coin.

Jean-Yves CHAPELET : Et pour l'Agglo, c'est pareil, il y a un jury.

Serge ROUQUAIROL : Je voulais juste, non pas prendre de la hauteur par rapport au débat, mais avoir une perspective plus générale sur cette question de l'apprentissage. Je pense qu'il y a une continuité républicaine que nous sommes capable d'évaluer. Dans la préoccupation des gouvernements qui se sont succédés, je dis bien des gouvernements, et dans la politique vis-à-vis des collectivités locales pour que l'apprentissage retrouve ses lettres de noblesse qui l'a perdu à la suite d'un certain nombre de dérives idéologiques sur lesquelles je ne reviendrai pas parce que ce n'est pas le lieu et parce que c'est tellement nul que cela ne vaut pas la peine d'un commentaire. Mais je pense que la réalité c'est que nous la percevons tous quand on passe par les structures de l'apprentissage on a une formation qui est à la fois plus rapide, à la fois plus prégnante en terme de maîtrise des réflexes professionnels, en

terme de savoir être et en terme de disponibilité. C'est quelque chose que tous plus ou moins qui travaillons, pour ce qui me concerne dans l'éducation puisque ça a été mon métier, mais qui dans les collectivités territoriales avons été amenées à prendre dans les emplois d'été pour lesquels on vient de délibérer justement, nous avons bien vu, ou avec les systèmes de réinsertion, nous avons bien vu comment ce système d'apprentissage était un marchepied pour aller vers une formation plus prégnante et plus rapide. Donc on en est, ici, à une diversification sur l'éventail des recrutements, des niveaux de qualification très importante, on en est à une régularité, une progression dans le nombre d'apprentis et je m'en félicite mais je me félicite aussi du fait que ce n'est pas uniquement local, c'est vraiment le résultat d'une politique d'ensemble et il semblerait que l'on s'avance vers des choix encore plus concrets au niveau national et je m'en félicite.

Jean-Yves CHAPELET : Y-a-t-il d'autres interventions ? Nous passons au vote. Y-a-t-il des votes contre ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n° 11 est adoptée à l'unanimité.

Question n° : **12**

Rapporteur : **E. CREPIEUX**

Objet : **Adhésion au service médiation préalable obligatoire organisée par le Centre de Gestion du Gard.**

1/Note synthétique de présentation :

La loi n° 2016-1547 du 18 novembre 2016 prévoit qu'à titre expérimental et pour une durée de 4 ans maximum à compter de sa promulgation, les recours contentieux formés par certains agents, soumis aux dispositions de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 à l'encontre d'actes relatifs à leur situation personnelle, peuvent faire l'objet d'une médiation préalable obligatoire.

Le décret prévoit que l'expérimentation commencera le 1^{er} avril 2018 et se terminera le 18 novembre 2020.

Cette mission de médiation obligatoire pourra porter sur les décisions suivantes :

- les décisions administratives individuelles défavorables relatives à la rémunération,
- les refus de détachement, de placement en disponibilité ou de congés non rémunérés prévus pour les agents contractuels,
- les décisions administratives individuelles défavorables relatives à la réintégration à l'issue d'un détachement, d'un placement en disponibilité ou d'un congé parental ou relatives au réemploi d'un agent contractuel à l'issue d'un congé,
- les décisions administratives individuelles défavorables relatives au classement de l'agent à l'issue d'un avancement de grade obtenu par promotion interne,
- les décisions administratives individuelles défavorables relatives à la formation professionnelle tout au long de la vie,
- les décisions administratives individuelles défavorables relatives aux mesures appropriées prises par les employeurs publics à l'égard des travailleurs handicapés,
- les décisions administratives individuelles défavorables concernant l'aménagement des conditions de travail des fonctionnaires qui ne sont plus en mesure d'exercer leurs fonctions pour cause d'invalidité.

Dans ce cadre, il s'agit d'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention avec le Centre Départemental de Gestion du Gard.

Question présentée à la Commission moyens généraux du 20 juin 2018.

Claudine PRAT : Concernant le mot « défavorable » est-ce que c'est un terme vraiment précis ou est-ce que c'est au jugé de l'agent ?

Emmanuelle CREPIEUX : C'est au jugé de l'agent.

Claudine PRAT : Qu'est-ce qu'on appelle une décision « défavorable » ?

Emmanuelle CREPIEUX : Qui n'est pas favorable à l'agent.

Claudine PRAT : C'est un jugement personnel de l'agent ?

Mme Emmanuelle CREPIEUX : Disons que cette médiation devrait faire gagner du temps, de l'argent.

Jean-Yves CHAPELET : C'est-à-dire que c'est une étape avant d'aller au tribunal administratif. Les décisions défavorables vous savez c'est quasiment tous les jours que j'explique à certains que « non », je ne vais pas être favorable.

Y-a-t-il des votes contre ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n° 12 est adoptée à l'unanimité.

Question n° : **13**

Rapporteur : **E. CREPIEUX**

Objet : **Création d'un poste de chargé de projet CŒUR DE VILLE.**

Jean-Yves CHAPELET : Alors avant de commencer la question n° 13 je voudrais apporter une précision quant au dernier paragraphe, il ne faut pas lire « action Cœur de Ville à 50% d'un temps complet » c'est à 100%. On ne sera subventionné que si c'est à 100%.

Serge ROUQUAIROL : La question que nous avons à poser sur cette question c'était justement de savoir qui d'autre assumait les 50 autres %, ça aurait pu être l'Agglo par exemple ?

Jean-Yves CHAPELET : D'une manière ou d'une autre si on veut le subventionnement de l'ANAH il ne se fera qu'au titre d'un temps complet.

1/Note synthétique de présentation :

La Ville de Bagnols-sur-Cèze, en partenariat avec la Communauté d'Agglomération du Gard rhodanien, a été sélectionnée parmi les 222 villes moyennes intégrant le programme Action Cœur de Ville mis en place par le gouvernement en faveur de la revitalisation des centres villes des agglomérations de taille moyenne.

L'enjeu est de renforcer le rôle de centralité de la ville-centre dans son bassin de vie ainsi que son attractivité en agissant sur l'ensemble des thématiques que sont les activités économiques, commerces et services, l'habitat privé et public, l'aménagement urbain et les équipements publics, le numérique et la transition énergétique.

Dans ce cadre, il est proposé de créer un poste de chargé de projet Action Cœur de Ville à 50 % d'un temps complet à compter du 1er juillet 2018 qui aura en charge l'élaboration et de la mise en œuvre de la convention de revitalisation.

Question présentée à la Commission moyens généraux du 20 juin 2018.

Claudine PRAT : Le recrutement a été fait par quelle voie ?

Jean-Yves CHAPELET : Pour l'instant il est en cours, on vient de demander l'autorisation. Sachez par contre, que ce sont des profils hyper pointus. Pour la petite histoire, quand l'opération Cœur de Ville a été lancée, avec la sélection des 220 communes éligibles à ce dispositif, certains se sont dit « on prend les adresses et on fait acte de candidature ». Donc, on a déjà des candidatures spontanées venant de toutes part ainsi que d'autres personnes qui, en local, ont fait aussi acte de

candidature parce qu'ils connaissent le territoire, parce qu'ils ont travaillé sur des sujets similaires. Pour l'instant nous allons créer un jury. Par contre, il faut que l'on aille très vite parce que le subventionnement commence dès cette année, il faut que nos dossiers soient prêts cette année.

Serge ROUQUAIROL : Et puis il faut aller vite aussi parce que les meilleurs seront pris par les premiers recruteurs.

Jean-Yves CHAPELET : 60% des communes qui sont retenues ont un PNRU sur le territoire et nous faisons partie de ce quart ce qui nous confère deux avantages : 1) de faire partie du quart des communes les moins importantes, ce qui est important parce que je rappelle que la volonté gouvernementale, aujourd'hui, c'est de mailler le territoire à travers un réseau secondaire. 2) d'être éloigné d'un centre urbain, un centre urbain ce n'est pas Avignon, ce n'est pas Nîmes, dans les centres urbains ils prennent Marseille, Montpellier, Lyon. Donc, nous avons ces deux atouts à jouer et c'est la raison pour laquelle on a besoin d'avoir quelqu'un à 100% et qui soit hyper motivé.

Y-a-t-il des votes contre ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n° 13 est adoptée à l'unanimité.

Question n° : **14**

Rapporteur : **E. CREPIEUX**

Objet : **Création d'un poste de chargé de mission d'accompagnement du
Projet de renouvellement urbain dans le cadre du NPNRU des Escanaux.**

1/Note synthétique de présentation :

Il s'agit de créer un poste de chargé de mission à temps complet à compter du 1^{er} Juillet 2018 conformément à la fiche de poste ci-jointe.

Question présentée à la Commission moyens généraux du 20 juin 2018.

Jean-Yves CHAPELET : Cette question est en lien avec la précédente c'est-à-dire que l'on renforce l'équipe PNRU d'une personne supplémentaire pour deux raisons :

- faire le lien avec l'opération Cœur de Ville qui va démarrer,
- renforcer les effectifs car l'ANRU que l'on va vous présenter, lui va rentrer dans une phase opérationnelle plus importante. C'est un poste subventionné.

Y-a-t-il des interventions ? Non. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des votes contre ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n° 14 est adoptée à l'unanimité.

Question n° : **15**

Rapporteur : **E. CREPIEUX**

Objet : **Définition des emplois éligibles au régime des astreintes.**

1/Note synthétique de présentation :

Les collectivités locales peuvent être amenées à mettre en place un dispositif d'astreinte pour répondre aux besoins de continuité de service public.

Les agents territoriaux peuvent être soumis à des astreintes pendant lesquelles, sans être à la disposition permanente et immédiate de leur employeur, ils ont l'obligation de demeurer à leur domicile ou à proximité afin d'être en mesure d'intervenir pour effectuer un travail au service de l'administration : la durée de cette intervention étant considérée comme un temps de travail effectif, ainsi, que le cas échéant, le déplacement aller et retour sur le lieu de travail.

Aussi, la réglementation sur le temps de travail autorise l'organe délibérant à mettre en place un régime d'astreintes et d'interventions afin de répondre à certaines situations particulières.

La délibération n° 91/2005 du 19 septembre 2005 fixe les conditions de rémunérations ou de compensation du régime des astreintes pour les agents appartenant à toutes les filières.

Il est proposé de mettre en place une astreinte d'encadrement pour l'encadrement du service Sécurité et Police afin qu'il puisse s'assurer de la continuité de service et de préciser l'ensemble des emplois éligibles au régime des astreintes au sein de la Commune.

Question présentée au Comité Technique du 26 avril 2018 et 7 mai 2018 et à la Commission moyens généraux du 20 juin 2018.

Jean-Yves CHAPELET : Y-a-t-il des interventions ? Non. Nous passons au vote.
Y-a-t-il des votes contre ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n°15 est adoptée à l'unanimité.

Question n° : **16**

Rapporteur : **G. PAGES**

Objet : **Convention de prise en charge par la commune des dépenses de fonctionnement des classes de l'école privée Sainte-Marie.**

1/Note synthétique de présentation :

L'obligation de prise en charge par les communes des dépenses de fonctionnement des écoles privées sous contrat d'association répond au principe de parité entre l'enseignement privé et l'enseignement public qui impose, en application de l'article L. 442-5 du Code de l'éducation, que les dépenses de fonctionnement des classes sous contrat d'association soient prises en charge dans les mêmes conditions que celles des classes correspondantes de l'enseignement public.

Pour les communes concernées, la participation aux dépenses de fonctionnement des établissements d'enseignement privés sous contrat du premier degré à hauteur des dépenses de fonctionnement consenties pour les écoles publiques est obligatoire.

Toutefois, il y a lieu de préciser que la commune n'est tenue d'assumer la prise en charge des dépenses de fonctionnement des classes élémentaires privées sous contrat d'association qu'en ce qui concerne les élèves domiciliés sur son territoire.

D'autre part, la commune n'est pas obligée de supporter les dépenses de fonctionnement des classes maternelles et enfantines privées (article R. 442-44 du Code de l'éducation).

Dans le cadre de la préparation budgétaire de l'exercice 2018, des négociations ont été entreprises avec l'école privée pour modifier ces dispositions.

Il a été convenu que pour le financement des classes maternelles, malgré l'aspect facultatif de cette mesure, la commune continuerait à apporter sa contribution à hauteur d'un montant forfaitaire fixé à 50 000 € pour l'année 2018/2019.

Ce montant pourra être révisé chaque année lors du vote du budget primitif.

Question présentée à la Commission moyens généraux du 20 juin 2018.

Serge ROUQUAIROL : Je dirai que c'est en cohérence avec ce qui a été fait donc c'est la continuité républicaine sur la ville effectivement mais c'est aussi en cohérence avec les efforts qui semblent se dégager au niveau national à l'initiative du Ministre de l'éducation pour que la prise en charge maternelle se fasse plus tôt et qu'elle rentre complètement dans la perspective éducative. Je ne peux que m'en féliciter.

Jean-Yves CHAPELET : Y-a-t-il d'autres interventions ? Non. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des votes contre ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n°16 est adoptée à l'unanimité.

Question n° : **17**

Rapporteur : **V. POUTIER**

Objet : **Avenant à la convention relative au déroulement de l'opération RHI – Quartier Bazine.**

1/Note synthétique de présentation :

En juin 2015, la ville de Bagnols-sur-Cèze a conventionné avec l'Agence Nationale d'Amélioration de l'Habitat dans le cadre d'un projet de résorption de l'habitat Indigne pour le site dit « Bazine ». Le projet consiste en la construction de sept logements locatifs sociaux à destination de familles issues de la communauté des gens du voyage et sédentarisées depuis plusieurs générations. Les conditions de vie précaires et déclarées « indignes » par l'Agence Régionale de la Santé justifient la mise en œuvre de ce programme.

Grace au dispositif RHI, les travaux de viabilisation du site et l'accompagnement social des familles sont prises en charge par l'ANAH pour un montant plafond de 486 901 € TTC.

Pour mener à bien ce projet, la ville de Bagnols-sur-Cèze a conclu un partenariat avec le bailleur social Logis Cévenols, qui réalisera la construction, la mise en location et la gestion de ces logements.

L'ensemble de la démarche a fait l'objet d'une délibération du conseil municipal le 5 juillet 2014. Cette délibération avait pour objet de formaliser l'intention de la ville d'engager ce projet et de permettre à Monsieur le maire d'engager l'ensemble des démarches nécessaires, notamment la signature d'une convention de partenariat entre la ville et le bailleur destinée à encadrer les modalités de cette coopération.

Aujourd'hui, l'avancement du projet nécessite la mise à jour de cette convention.

- Le permis de construire valant division n° 03002818W0017 a été délivré le 31 mai 2018 ; il concerne les parcelles 55 – 53 – 56 – 57 – 260 – 51 – 52 de la section AH.
- Un plan de division et un document d'arpentage sont en cours de réalisation par un géomètre expert ; ces documents permettront à la ville de lancer l'estimation de France Domaine en vue de la future cession foncière des lots concernés.
- Les travaux de viabilisation du terrain et d'aménagement de la plateforme ont débuté.

Il s'agit donc de procéder à un avenant de la convention afin d'effectuer une mise à jour mais aussi d'introduire les éléments suivants :

- La mise à disposition à titre gracieux du terrain au bailleur social préalablement à la cession foncière qui devra faire l'objet d'une procédure à part entière. Cette disposition doit permettre de fluidifier les différentes interventions des deux maîtrises d'ouvrages concernées et d'accélérer le chantier.
- Afficher un prix de vente prévisionnel du terrain à hauteur de 20 000 € conformément à l'équilibre du bilan financier de l'opération. Dans tous les cas, la cession foncière du terrain devra faire l'objet d'une procédure à part entière à la suite de la sollicitation de France Domaine.

Le Conseil municipal est donc appelé à :

- approuver l'avenant à la convention relative à l'opération RHI Bazine et à son déroulement,
- autoriser Monsieur le Maire ou son adjoint, Monsieur Vincent POUTIER délégué au Sport, à l'Urbanisme et à l'Intercommunalité à engager l'ensemble des démarches nécessaires à la signature de cet avenant.

Question présentée à la Commission urbanisme, travaux et environnement et à la Commission moyens généraux du 20 juin 2018.

Vincent POUTIER : Je vous propose une synthèse de la note synthétique.

En 2015, la ville de Bagnols a conventionné avec l'ANAH pour un projet de résorption de l'habitat indigne à Bazine avec la construction de 7 logements locatifs. Parallèlement le Conseil municipal avait délibéré au mois de juillet 2014 pour autoriser Monsieur le maire à conventionner avec Logis Cévenols pour qu'ils, à la fois, réalisent la construction, la location et la gestion de ces logements. En fin de compte l'ensemble de l'instruction du dossier fait qu'aujourd'hui on doit faire un avenant à cette convention pour prendre en compte et acter le permis de construire, une division parcellaire qui permettra de lancer l'estimation de France Domaine et les travaux de viabilisation. Parallèlement à cette convention, on doit mettre à titre gracieux le terrain au bailleur social pour qu'il puisse engager les travaux et afficher le prix de vente prévisionnel à hauteur de 20.000 € en sachant que la cession foncière fera l'objet d'une procédure à part. Le Conseil municipal est donc appelé à approuver cet avenant et à autoriser M. le maire ou son adjoint à engager les démarches nécessaires à la signature de cet avenant.

Jean-Pierre NAVARRO : Quelles sont à l'heure actuelle les relations avec les habitants du quartier concernés parce qu'au départ ils n'avaient pas l'air très contents, ils se plaisaient dans leur misère.

Jean-Yves CHAPELET : J'ai un avantage, je vais partout, je rentre partout. Je rentre dans les magasins, je pousse les portes, je vais régulièrement à Bazine. J'y vais en moto, ils connaissent ma moto, ils me connaissent et quelquefois on a des coups de gueule. C'était une demande initiale de leur part mais comme dans tous projets, on fixe le projet au début, une fois qu'il est fixé on fixe le nombre de personnes qui sont dans ce projet, on déroule le projet et on va jusqu'au bout, mais ce que l'on a décidé au début c'est ce qui s'applique à la fin. Les anciens élus ou

ceux qui connaissent le quartier savent que par moment il y a des tensions du fait que « il y a qu'à ..., il faut qu'on ..., il faudrait que ce soit plus vert, plus jaune, plus rouge, plus noir » mais c'est comme partout ce n'est pas spécial à Bazine. Par contre, depuis le début, ils sont demandeurs et c'est plutôt les épouses qui sont très demandeuses, les hommes dans cette affaire se laissent porter un petit peu mais les femmes veulent une évolution sur ce terrain.

Jean-Pierre NAVARRO : Donc à l'heure actuelle tout est pour le mieux ?

Jean-Yves CHAPELET : Pour le mieux mais c'est comme partout il y a des hauts et des bas mais on assume.

Y-a-t-il d'autres interventions ? Non. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des votes contre ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n° 17 est adoptée à l'unanimité.

Question n° : **18**

Rapporteur : **V. POUTIER**

Objet : **Association « Judo Taïso Club bagnolais » : attribution d'une subvention.**

1/Note synthétique de présentation :

Le Judo Taïso Bagnolais a organisé le samedi 7 avril 2018 au complexe Saint-Exupéry le challenge Ivan-Denis ainsi que les 10 ans de l'association. Ce tournoi a accueilli 14 clubs. Au cours de cette journée, le titre de *Samourais d'Or* a été remis à de nombreux jeunes judokas.

Les dirigeants ont fait appel au comité du Gard de judo afin de louer les tapis manquants nécessaires à la création des tatamis pour cette compétition.

Cette prestation occasionnant des frais supplémentaires, l'association sollicite une aide financière de la commune.

Il est donc proposé de lui attribuer une subvention de 500 €.

Question présentée à la Commission des moyens généraux du 20 juin 2018.

Jean-Yves CHAPELET : Y-a-t-il des interventions ? Non. Nous passons au vote.
Y-a-t-il des votes contre ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n° 18 est adoptée à l'unanimité.

Question n° : **19**

Rapporteur : **V. POUTIER**

Objet : **Désaffectation suivie du déclassement du domaine public d'un délaissé de voirie - Avenue de la Floure.**

1/Note synthétique de présentation :

Un délaissé de voirie de 317 m² se situe avenue de la Floure entre les parcelles AM 336 et AM 357. La commune a pour projet de détacher deux parcelles afin de les céder aux propriétaires des parcelles contiguës.

Ainsi, il s'avère nécessaire, selon les dispositions de l'article L. 2141-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, de constater, dans un premier temps, sa désaffectation matérielle conditionnant sa sortie du domaine public, liée à la cessation de toute activité de service public, de toute affectation à l'usage direct du public, et dans un second temps, de prononcer son déclassement du domaine public pour permettre son classement dans le domaine privé communal.

Ce délaissé n'ayant jamais été aménagé par la Commune, il n'a donc jamais été affecté à l'usage direct du public. Il y a donc lieu de constater que le terrain est libre permettant la désaffectation du bien immobilier.

Par la suite, il peut donc être acté le déclassement du domaine public du bien non affecté pour un reclassement dans le domaine privé en vue de sa cession.

Il est donc proposé au Conseil Municipal de constater la désaffectation puis le déclassement du délaissé de voirie, d'une superficie de 317 m², permettant sa vente.

Question présentée à la Commission urbanisme, travaux et environnement du 20 juin 2018.

Vincent POUTIER : Ce que je vous propose, un petit schéma vaut peut-être mieux qu'un long discours, c'est de vous reporter à la page suivante où en fin de compte la parcelle 378 appartient à la Mairie et physiquement aujourd'hui la partie hachurée qui sera rattachée à la parcelle 357 est déjà occupée par le propriétaire qui l'occupait de bonne foi compte tenu que la clôture englobait une partie de la parcelle de la Mairie et à ce titre, il sera proposé de lui rétrocéder à l'euro symbolique et pour la partie qui sera rattachée à la parcelle 336, c'est aujourd'hui un délaissé de voirie qui est non occupé et que l'on vous propose de céder à ce propriétaire de façon à ce qu'il étende son activité commerciale.

Donc la question 19 consiste dans un 1^{er} temps à proposer le déclassement de cette parcelle en vue de sa cession.

Jean-Yves CHAPELET : Y-a-t-il des interventions ? Non. Nous passons au vote.
Y-a-t-il des votes contre ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n° 19 est adoptée à l'unanimité.

Question n° : **20**

Rapporteur : **V. POUTIER**

Objet : **Cession d'un délaissé de voirie à Madame Nastasia PAWLONKA et Monsieur Nicolas COISSARD – Avenue de la Floure.**

1/Note synthétique de présentation :

Monsieur COISSARD et Madame PAWLONKA se sont tournés vers la Commune afin d'acquérir un délaissé de voirie, cadastré en section AM, d'une superficie de 204 m², pour pouvoir développer leur activité de vente de véhicules d'occasion. La Commune a décidé d'accéder à leur requête et d'aliéner ce bien suite à sa désaffectation et à son déclassement.

Monsieur COISSARD et Madame PAWLONKA ont accepté une cession au prix de 2 900 € comme le préconise l'estimation de France Domaine. Les frais de notaire seront à leur charge.

Ainsi, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la cession du délaissé de voirie, cadastré en section AM, d'une superficie de 204 m², au profit de Monsieur Nicolas COISSARD et Madame Nastasia PAWLONKA, ou de toute autre société se substituant à eux, au prix de 2 900 €, les frais de notaire étant à la charge de l'acquéreur.
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son adjoint, délégué au Sport, à l'Urbanisme et à l'Intercommunalité, Vincent POUTIER à signer les actes à intervenir et tous documents se rapportant à cette affaire.

Question présentée à la Commission urbanisme, travaux et environnement du 20 juin 2018.

Claude ROUX : Pour ma gouverne, pourquoi il y en a un qui est cédé et l'autre qui est vendu ?

Vincent POUTIER : Parce qu'en fin de compte le petit rectangle qui va faire l'objet de la délibération suivante qui concerne M. Annaloro, il faut savoir que le petit rectangle est déjà dans sa parcelle physiquement, c'est-à-dire que quand il a acheté sa parcelle, il a cru de bonne foi, acheter aussi ce petit rectangle qui en fin de compte n'appartenait pas au propriétaire précédent et donc ne lui appartient pas. C'est plus une erreur de l'administration. Alors que concernant M. Coissard c'est un délaissé qui n'est pas occupé c'est pour cela que l'on vous propose un traitement différent.

Claudine PRAT : C'est pour cette raison que l'un paye les frais de notaire et l'autre...

Vincent POUTIER : Tout à fait.

Jean-Yves CHAPELET : On est d'un côté sur de la régularisation et de l'autre sur un acte volontaire d'acheter.

Y-a-t-il d'autres interventions ? Non. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des votes contre ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n° 20 adoptée à l'unanimité.

Question n° : **21**

Rapporteur : **V. POUTIER**

Objet : **Cession d'un délaissé de voirie à Madame et Monsieur Aldo ANNALORO -Avenue de la Floure.**

1/Note synthétique de présentation :

Madame et Monsieur ANNALORO ont fait l'acquisition de la parcelle communale AM 357 en 2004. A l'époque de la cession, la parcelle était clôturée et englobait, par erreur, une partie du domaine public de 113 m². La Commune s'est tournée vers Madame et Monsieur ANNALORO afin qu'il soit procédé à une régularisation foncière.

Madame et Monsieur ANNALORO ont accepté une cession à l'euro symbolique. Les frais de notaire seront à la charge de la Commune.

Ainsi, il est proposé au Conseil municipal :

- de ne pas suivre l'avis de France Domaine,
- d'approuver la cession du délaissé de voirie, cadastré en section AM, d'une superficie de 113 m², au profit de Madame et Monsieur Aldo ANNALORO, ou de toute autre société se substituant à eux, à l'euro symbolique, les frais de notaire étant à la charge de la Commune,
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son adjoint, délégué au Sport, à l'Urbanisme et à l'Intercommunalité, Vincent POUTIER à signer les actes à intervenir et tous documents se rapportant à cette affaire.

Question présentée à la Commission urbanisme, travaux et environnement du 20 juin 2018.

Jean-Yves CHAPELET : Y-a-t-il des interventions ? Non. Nous passons au vote.
Y-a-t-il des votes contre ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n° 21 est adoptée à l'unanimité.

Question n° : **22**

Rapporteur : **V. POUTIER**

Objet : **Cession de l'Impasse de la Chèneraie par ses co-indivisaires et classement de cette voie dans le domaine public communal.**

1/Note synthétique de présentation :

L'Association syndicale du groupe d'habitations de l'Impasse de la Chèneraie a sollicité le classement de l'Impasse dans le domaine public communal.

Cette Impasse est cadastrée BM 164 et 173, elle a une superficie de 2 340 m².

Elle mesure 265 mètres de long et présente une largeur moyenne de 8 mètres. En outre, la voie présente un bon état d'entretien.

Dans le cadre d'un transfert amiable, le classement des voiries et réseaux du lotissement est dispensé d'une enquête publique préalable, sauf lorsque le classement a pour conséquence de porter atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées par la voie ce qui n'est pas le cas en l'espèce.

Ce transfert amiable et gratuit suppose au préalable l'accord de tous les propriétaires de la voie et de la collectivité publique.

Il est donc proposé au Conseil municipal :

- d'accepter la cession pour l'euro symbolique des parcelles cadastrées BM 164 et 173 constituant l'assiette foncière de la voie dénommée « Impasse de la Chèneraie », consentie à la Commune par ses co-indivisaires,
- de classer cette voie dans le domaine public communal,
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son adjoint, délégué au Sport, à l'Urbanisme et à l'Intercommunalité, Vincent POUTIER à signer les actes notariés et tous documents correspondants relatifs à la cession et au classement de cette voie.

Question présentée à la Commission urbanisme, travaux et environnement du 20 juin 2018.

Claudine PRAT : Quand il y a une cession de voirie ou de terrain qui appartenait à une indivision on va dire, à la commune, c'est systématiquement classé dans le domaine public de la Mairie ?

Jean-Yves CHAPELET : Non, ce n'est pas systématique, la cession suit toute une procédure qui se fait au niveau des services. 1^{ère} chose un état de la voirie est fait au niveau de l'enrobé, des réseaux, etc., et à partir de ce diagnostic et de l'avis des

services, on décide de classer ou de ne pas classer dans le domaine public. 2^{ème} question qui se pose c'est de savoir comment on la rentre dans le domaine public si c'est l'ensemble, si c'est une parcelle ? Ensuite vient la procédure enquête publique et on déroule.

Y-a-t-il d'autres interventions ? Nous passons au vote.

Y-a-t-il des votes contre ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n° 22 est adoptée à l'unanimité.

Question n° : **23**

Rapporteur : **V. POUTIER**

Objet : **Vente d'un immeuble au profit de Mme Eva DARMAYAN - Place Mallet.**

1/Note synthétique de présentation :

Le bien communal cadastré BH 187 est un ancien hôtel particulier avec balcons intérieurs d'une surface utile d'environ 287 m². Il est aujourd'hui en état d'abandon et est particulièrement dégradé. Par ailleurs, il comprend également un local commercial en façade.

La commune n'en ayant pas l'utilité, elle a décidé d'aliéner ce bien.

Une convention de courtage aux enchères a été signée le 22 octobre 2015 entre la commune et la société AgoraStore, le bien susmentionné a donc été mis aux enchères sur Internet par ce biais.

Cette enchère, dont la mise à prix était de 65 400 € frais d'AgoraStore inclus, s'est déroulée du 26 mars 2018 au 30 mars 2018.

L'offre retenue est celle de Madame DARMAYAN Eva d'un montant de 63 000 €. Les frais d'AgoraStore de 5 670 € ainsi que les frais de notaire seront à la charge de l'acquéreur. France Domaine a validé ce prix.

Ainsi, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la cession de l'immeuble cadastré BH 187 au profit de Madame DARMAYAN Eva, ou de toute société se substituant, au prix de 63 000 €. Les frais d'AgoraStore de 5 670 € ainsi que les frais de notaire étant à la charge de l'acquéreur,
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son adjoint, délégué au Sport, à l'Urbanisme et à l'Intercommunalité, Vincent POUTIER à signer les actes à intervenir et tous documents se rapportant à cette affaire.

Question présentée à la Commission urbanisme, travaux et environnement du 20 juin 2018.

Vincent POUTIER : Pour le situer, il s'agit d'un bien qui jouxte le bloc de bâtiments de la Mairie, et il est coincé entre ce bloc de bâtiments de la Mairie et la librairie.

Jean-Pierre NAVARRO : Pour avoir une idée bien précise de ce bien, vous avez cité la librairie, elle ne fait pas partie de ce bien ?

Vincent POUTIER : Non.

Jean-Yves CHAPELET : C'est-à-dire que cet immeuble débouche sur la placette Saint-Bernard, derrière la Mairie et donc pour éviter d'encombrer la place Mallet la future propriétaire qui a déjà envisagé sa rénovation, c'est pour de l'habitat, passera par derrière, ce qui fait que derrière la Mairie dans les mois à venir on aura un chantier et surtout va se poser assez rapidement les problèmes de passages dans ces voies étroites qu'il faudra un jour solutionner.

Y-a-t-il des votes contre ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n° 23 est adoptée à l'unanimité.

Question n° : **24**

Rapporteur : **V. POUTIER**

Objet : **Acquisition d'une parcelle auprès de la SNC L'ANCYSE - Rue Jean - Nougulier – Classement dans le domaine public communal.**

1/Note synthétique de présentation :

La SNC L'ANCYSE s'est tournée vers la Commune pour lui proposer l'achat de la parcelle cadastrée CD 522, pour une superficie de 2 480 m². Cette parcelle est l'assiette de la rue Jean-Nougulier.

Cette parcelle correspond à une voirie (5,5 m de large et environ 150 m de long) et à des places de stationnement. Par conséquent, après que la Commune en ait fait l'acquisition, il conviendra de la transférer dans le domaine public communal.

La SNC L'ANCYSE a donné son accord pour une cession à l'euro symbolique.

Il est proposé au Conseil municipal :

- d'acquérir auprès de la SNC L'ANCYSE la parcelle cadastrée CD 522, pour une superficie de 2 480 m², à l'euro symbolique,
- d'acter que les frais notariés soient à la charge de la SNC L'ANCYSE,
- de transférer la parcelle CD 522 dans le domaine public communal et de conserver la dénomination « Rue Jean-Nougulier » pour désigner la voie,
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son adjoint, délégué au Sport, à l'Urbanisme et à l'Intercommunalité, Vincent POUTIER à signer les actes à intervenir et tous documents se rapportant à cette affaire.

Question présentée à la Commission urbanisme, travaux et environnement du 20 juin 2018.

Serge ROUQUAIROL : Cette parcelle va donc rentrer dans le domaine public communal. Vous avez tous repéré qu'il s'agit de la parcelle sur laquelle se fait le stationnement devant les nouveaux bâtiments à destination du public, que sont la boucherie, le tabac, le cabinet médical, etc. Va se poser très très vite la question de la nature du stationnement sur ces terres. Donc, je pense que nous allons délibérer plus tard pour éviter les voitures ventouses qui seraient une gêne réelle pour les commerçants qui exercent leurs activités ici, je pense que la zone bleue serait une bonne solution, je suppose que vous y avez pensé ?

Jean-Yves CHAPELET : C'est une des raisons, ce n'est pas la seule, pour laquelle cette parcelle va entrer dans le domaine public. Puisque nous sommes sur le stationnement que les choses soient claires pour tout le monde. A l'heure actuelle nous avons un stationnement qui est dans sa vitesse de croisière. Entre la zone bleue, les tarifs, les stationnements payants, nous avons précisé qu'il y aurait une clause de revoyure 6 mois après. Les 6 mois vont tomber au mois de novembre sur tout le stationnement sur Bagnols et à partir de tout ce qui nous a été remonté de nos concitoyens, c'est-à-dire : « Est-ce que les zones bleues sont aux bons endroits » ? « Est-ce qu'il faut les diluer »? « Est-ce qu'il faut mettre 1h½ partout »? « Est-ce que le ¼ d'heure gratuit doit rester ? » « Est-ce que le tarif est trop élevé ? nous referons un état des lieux pour adapter le stationnement. Aujourd'hui, nous sommes dans une phase où on collecte les informations.

Y-a-t-il des votes contre ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n° 24 est adoptée à l'unanimité.

Question n° : **25**

Rapporteur : **V. POUTIER**

Objet : **Autorisation de signer une Déclaration Préalable pour la division d'un lot à bâtir - Rue Jacqueline Bret-André.**

1/Note synthétique de présentation :

La Commune a pour projet de détacher un lot à bâtir de 1 207 m² de la parcelle communale cadastrée BY 558, d'une superficie de 10 253 m², située à l'angle de la Rue Jacqueline Bret-André et de l'Avenue Ernest-Euzéby. Par la suite, cette parcelle sera cédée avec diverses prescriptions.

Le projet de division établi par le Cabinet LESENNE/MARTINEZ, géomètre-expert DPLG, détermine un lot d'une superficie de 1 207 m².

Conformément à l'article R. 421-23 du Code de l'urbanisme, cette division nécessite une Déclaration Préalable.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal d'autoriser Monsieur le Maire à effectuer toutes les démarches utiles et à signer tous les documents nécessaires à l'obtention de la Déclaration Préalable requise.

Question présentée à la Commission urbanisme, travaux et environnement du 20 juin 2018.

Claudine PRAT : J'aurais simplement souhaité savoir si vous pouvez nous préciser qu'est-ce que vous entendez par « diverses prescriptions » sur cette parcelle qui sera à bâtir ?

Vincent POUTIER : Et bien en fin de compte il y a déjà les prescriptions du PLU.

Claudine PRAT : Ça tombe sous le sens.

Vincent POUTIER : Derrière sont prévus des projets mais pas n'importe quel projet. Ce seront des projets à vocation économique et résidentiel c'est-à-dire qu'il y a plusieurs porteurs de projets aujourd'hui qui imaginent à la fois construire des bâtiments à usage commerciaux et puis d'habitat.

Jean-Yves CHAPELET : Y-a-t-il d'autres interventions ? Non. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des votes contre ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n° 25 est adoptée à l'unanimité.

Question n° : **26**

Rapporteur : **V. POUTIER**

Objet : **Modalités d'application de la Taxe Locale sur la Publicité Extérieure (TLPE).**

1/Note synthétique de présentation :

Votée par les parlementaires dans la loi de modernisation de l'économie du 4 août 2008 et s'inscrivant dans le Grenelle de l'Environnement, la TLPE est un outil permettant de doter les communes d'un moyen de réguler l'affichage publicitaire sur leur territoire afin de :

- Freiner la prolifération des panneaux
- Réduire la dimension des enseignes
- Lutter contre la pollution visuelle
- Améliorer le cadre de vie

Il est rappelé que la taxe s'applique à tous les supports fixes, extérieurs, visibles d'une voie publique, qui sont de trois catégories :

- Les dispositifs publicitaires
- Les enseignes
- Les pré-enseignes

Sont exonérés de plein droit les dispositifs suivants :

- supports exclusivement dédiés à l'affichage de publicités à visée non commerciale ou concernant des spectacles,
- supports ou parties de supports prescrits par une disposition légale ou réglementaire ou imposés par une convention signée avec l'État,
- supports relatifs à la localisation de professions réglementées,
- supports exclusivement destinés à la signalisation directionnelle apposés sur un immeuble ou installés sur un terrain et relatifs à une activité qui s'y exerce ou à un service qui y est proposé,
- supports ou parties de supports dédiés aux horaires ou aux moyens de paiement de l'activité, ou à ses tarifs, dès lors que la superficie cumulée des supports ou parties de supports concernés est inférieure ou égale à un mètre carré,
- les enseignes, si la somme de leurs superficies correspond à une même activité, et apposées sur un immeuble ou de façon contiguë sur un immeuble, est inférieure ou égale à 7 m², ne sont pas assujetties à la TLPE, sauf délibération contraire de la collectivité.

Ainsi, par délibérations du Conseil municipal en date des 12 juin et 20 novembre 2010, la commune a instauré conformément à la Loi de Modernisation de l'Economie du 4 août 2008, la TLPE applicable aux enseignes et pré-enseignes et en a fixé les tarifs selon les modalités prévues aux articles L. 2333-6 et suivants du CGCT.

Suite aux évolutions législatives et réglementaires relatives à cette taxe, il appartient au Conseil municipal de délibérer à nouveau sur les modalités d'application de la TLPE sur le territoire de la Commune à partir du recouvrement de la TLPE 2019.

Question présentée à la Commission urbanisme, travaux et environnement du 20 juin 2018.

Vincent POUTIER : En 2010, le Conseil municipal avait délibéré suite à la loi de modernisation de l'économie du 4 août 2008 et notamment concernant la TLPE. Il se trouve que l'application de cette loi a permis de pointer quelques zones d'ombre dans les exonérations et notamment sur le dernier paragraphe « les enseignes, si la somme de leurs superficies correspond à une même activité, et apposées sur un immeuble ou de façon contiguë sur un immeuble, est inférieure ou égale à 7 m², ne sont pas assujetties à la TLPE, sauf délibération contraire de la collectivité ».

On va dire que c'est une délibération de toilettage d'une délibération que l'on a pris en 2010.

Jean-Yves CHAPELET : Y-a-t-il des interventions ? Non. Nous passons au vote. Y-a-t-il des votes contre ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n° 26 est adoptée à l'unanimité.

Question n° : **27**

Rapporteur : **M. GRAZIANO-BAYLE**

Objet : **Demande de subvention auprès de l'Agence de l'Eau pour la mise en séparatif des réseaux EU/EP de la rue des Remparts du Collège.**

1/Note synthétique de présentation :

Depuis octobre 2017, la commune de Bagnols-sur-Cèze s'est engagée dans la réalisation d'un schéma directeur d'assainissement eaux usées et pluviales. L'objectif de cette étude est de définir un programme travaux permettant de supprimer les arrivées d'eaux parasites de son réseau d'assainissement afin de limiter les rejets au milieu et optimiser le fonctionnement de la station d'épuration intercommunale. Le rendu final de l'étude est attendu pour fin 2018.

En parallèle de cette étude, la commune de Bagnols-sur-Cèze envisage la réhabilitation complète de la rue des Remparts du Collège (sur son tronçon compris entre la place Jean-Jaurès et la rue du Pavillon). Ces travaux, porteront sur la mise en séparatif du réseau d'assainissement avec notamment le remplacement du réseau unitaire existant par un réseau de collecte des eaux usées, la création d'un réseau de collecte des eaux pluviales, le remplacement de la conduite d'eau potable, la reprise de tous les branchements et la réfection de la voirie.

Le montant prévisionnel des travaux se décompose comme suit :

- réseau eaux usées	:	93 468 € HT
- réseau eaux pluviales	:	30 887 € HT
- réseau eau potable	:	84 383 € HT
- Voirie	:	34 710 € HT
- Frais de maîtrise d'œuvre	:	16 078 € HT
Total	:	259 526 € HT

L'intérêt de la mise en séparatif du réseau unitaire de la rue des Remparts du Collège avait déjà été mis en évidence en 2001 à l'occasion de l'étude de restructuration des réseaux unitaires du centre-ville, il est ainsi proposé d'anticiper sur les conclusions du schéma directeur à venir en sollicitant une aide financière auprès de l'Agence de l'Eau portant sur le montant des travaux de mise en conformité et restructuration des réseaux eaux usées et pluviales soit : **124 355 € HT.**

Question présentée à la Commission urbanisme, travaux et environnement du 20 juin 2018.

Jean-Yves CHAPELET : Y-a-t-il des interventions ? Non. Nous passons au vote.
Y-a-t-il des votes contre ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n° 27 est adoptée à l'unanimité.

Question n° : **28**

Rapporteur : **C. SUAU**

Objet : **Association « Bécanes sur Cèze » : attribution d'une subvention.**

Jean-Yves CHAPELET : C'était un super moment et je remercie aussi les boulistes parce que l'exposition des vieilles motos s'est faite dans le boulodrome couvert et ils ont passé 72 heures après à remettre tout d'équerre. Comme quoi entre les associations il y a une compréhension et tout le monde est là pour que tout se passe bien donc vous transmettez mes remerciements aux boulistes.

1/Note synthétique de présentation :

L'association « Bécanes sur Cèze » a organisé le 10 juin 2018 au boulodrome couvert de la Cèze Christian-Ville à Bagnols-sur-Cèze, une exposition autos et motos anciennes et d'exceptions.

Des animations musicales et une bourse d'échange de pièces détachées ont été proposées gratuitement au public au cours de cette journée.

A cette occasion des frais ont été engagés par l'association qui sollicite une aide financière de la commune pour équilibrer son budget.

Il est proposé de lui attribuer une subvention de 300 €.

Question présenté à la Commission des moyens généraux du 20 juin 2018.

Jean-Yves CHAPELET : Y-a-t-il des interventions ? Non. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des votes contre ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n° 28 est adoptée à l'unanimité.

Question n° : **29**

Rapporteur : **J-Y CHAPELET**

Objet : **Adhésion de la commune de Montfaucon au Syndicat Intercommunal d'Information Géographique (SIIG) et modification des statuts.**

1/Note synthétique de présentation :

Par délibération du 14 mars 2018, le Comité syndical du SIIG a voté l'adhésion de la commune de Montfaucon et la modification de l'article 1 (constitution) et de l'article 5 (représentation) des statuts du SIIG.

Il convient donc de délibérer d'une part sur l'adhésion de la commune de Montfaucon au SIIG et d'autre part sur la modification des statuts du SIIG.

Jean-Yves CHAPELET : La commune est adhérente au SIIG et ceci de façon historique. Au vu de la demande de Montfaucon d'adhérer à ce syndicat qui grandit, nous devons délibérer en tant que membre de ce syndicat pour accepter Montfaucon, je pense qu'on n'a rien contre les gens de Montfaucon ?

Y-a-t-il des votes contre ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n° 29 est adoptée à l'unanimité.

Question n° : **30**

Rapporteur : **JY. CHAPELET**

Objet : **Demande de subvention pour l'extension de la vidéoprotection.**

1/Note synthétique de présentation :

Dans le cadre de son plan sécurité, la commune a décidé d'étendre son parc de caméras de vidéoprotection.

Dans ce cadre, l'État a décidé d'accompagner la commune en finançant ce projet dans le cadre de la DETR sur les années 2018 et 2019, pour un montant approximatif de 150.000 €.

Il est proposé au Conseil municipal de valider le projet d'extension et de solliciter la participation de l'État.

Jean-Yves CHAPELET : Cette année nous avons budgétisé dans l'investissement 150.000 € et l'année prochaine nous devons budgétiser 450.000 €. Il existe un plan mais celui-ci n'est pas validé aujourd'hui par la Préfecture donc il n'est pas divulgable mais sachez que l'idée qui est derrière, c'est de couvrir l'ensemble du territoire et pas seulement le centre-ville, et surtout de faire quelque chose qui est essentiel aujourd'hui lorsqu'on veut faire de la vidéo-protection c'est de couvrir nos entrées et sorties de ville.

Serge ROUQUAIROL : On ne peut que se féliciter du projet, déjà, d'extension et de couverture y compris les entrées de ville. On ne peut que se féliciter aussi de l'abandon tout à fait net de toutes oppositions idéologiques en la matière et de choix pragmatiques qui sont les choix qui permettent d'avancer. Et je reviens pour la forme sur la question de vidéo surveillance ou vidéo protection, la sémantique m'indiffère complètement en la matière, l'essentiel c'est que les caméras fonctionnent et qu'elles permettent le travail.

Claudine PRAT : Si je peux me permettre avant la dernière question sur les décisions du Maire de poser une question qui n'a rien à voir, c'est dans le cadre de la révision simplifiée du PLU, est ce que vous avez des informations sur la nomination de l'enquêteur ?

Jean-Yves CHAPELET : Aujourd'hui je ne peux pas vous répondre, je pense que non. Vous me prenez au dépourvu. Pour ce type de question, les commissions permettent de vous apporter une réponse au moment du Conseil municipal.

Vincent POUTIER : Jeudi nous avons à la DDTM une Commission sur la consommation d'espace agricole. C'est une instance obligatoire quand on fait une

révision. On a la réunion des parties prenantes, les partenaires publics associés, de mémoire je crois que c'est le 4 septembre et ensuite on aura l'enquête publique donc ça va se faire dans les semaines qui viennent.

Claude ROUX : J'aurais également avant les décisions du Maire une proposition et une demande à faire concernant l'envoi des convocations.

Jean-Yves CHAPELET : J'ai fait remonter M. Roux.

Claude ROUX : J'ai bien reçu le mail mais sans accusé de réception, je m'en suis rendu compte hier. Par contre c'est fabuleux le courrier est daté du 13 avec le cachet de la poste daté du 20 et reçu le 25.

Jean-Yves CHAPELET : La prochaine fois, je vous le promets, on vous l'envoie autrement.

Claude ROUX : Si la personne qui envoie les mails pouvait mettre un accusé de réception ce serait bien et la proposition porte sur les travaux de démantèlement du monument aux morts que vous avez attaqués.

Jean-Yves CHAPELET : Vous voulez dire transfert ?

Claude ROUX : Transfert ou démantèlement il faut quand même le démonter. Ma proposition est simple, pourquoi ne pas créer un square sur l'espace vert et nommer cet espace Colonel Beltrame, mais peut-être y avez-vous déjà pensé ?

Jean-Yves CHAPELET : Sur le déménagement du monument aux morts, c'est aujourd'hui une étape importante pour la commune. Je rappelle que M. Masse et M. Rey y ont travaillé 3 ans et plus pour réussir ce transfert. C'est donc la 1^{ère} étape d'un projet que nous avons voté ici. La 2^{ème} étape c'est la rénovation de Bourg-Neuf dont M. Couston est en charge avec Mme Bayle, l'un pour la concertation, l'amélioration de l'image de la ville, l'autre pour les VRD, la voirie etc.....

Maxime COUSTON : Dans le projet global, la 1^{ère} phase c'est le transfert du monument aux morts. Hier, nous avons fait une 1^{ère} concertation avec les commerçants du bas de la rue de la République et les cafetiers parce qu'il y a toujours les soucis d'encombrement de la place avec les travaux et donc pour anticiper leurs demandes nous allons essayer d'accélérer au maximum et de rationaliser le déménagement pour qu'il se fasse le plus rapidement possible. Avant le déménagement de la statue qui est la phase la plus délicate, il faut que la société ARTE PIERRE fasse une auscultation du monument pour savoir comment il est constituée et la 2^{ème} phase c'est la restructuration de la place Bourg-Neuf.

Jean-Yves CHAPELET : Quant à la dénomination du lieu, nous avons une procédure, nous transmettons les idées au Comité des Sages et c'est le Comité des Sages qui en fonction des lieux ou des rues ou des espaces à baptiser, associé à la personnalité qui est proposée, à sa biographie qui valide le projet. Si vous avez des

doléances, je vous encourage à les faire par courrier, le Comité des Sages en sera saisi.

D'autre part si vous avez des questions diverses en dehors des questions qui sont inscrites vous me les faites par écrit et là je les intègre à l'ordre du jour du Conseil municipal. Après si vous avez ce type de question, on attend la fin du Conseil municipal pour en parler. Ce n'est pas que je ne veux pas vous répondre et ce n'est pas un rappel au règlement, c'est juste pour faciliter l'enregistrement et le compte rendu.

Question n° : **31**

Rapporteur : **J-Y CHAPELET**

Objet : **Communication des décisions du Maire du n° 08/2018 au n° 20/2018.**

N° 08/2018 : Marché de gestion, maintenance et renouvellement des installations d'éclairage public, des signalisations lumineuses tricolores et de l'éclairage des équipements sportifs de la ville de Bagnols-sur-Cèze.

N° 09/2018 : Marché de services et de travaux pour la gestion et la maintenance de l'éclairage public, de l'éclairage sportif et de la signalisation tricolore et de rénovation des installations d'éclairage public et de signalisation tricolore de la commune.

N° 10/2018 : Tarification du marché saisonnier « Le Marché d'Auguste ».

N° 11/2018 : Désignation d'un avocat (GIL-FOURRIER) pour défendre les intérêts de la commune contre un recours déposé par M. Imed DJERROUDI auprès du TA de Nîmes.

N° 12/2018 : Tarification des parcelles des Jardins en Cèze.

N° 13/2018 : Marché de travaux concernant les travaux d'aménagement VRD – Chemin de Lagaraud – Tranche 4.

N° 14/2018 : Acceptation d'un remboursement d'assurance correspondant à l'indemnisation du sinistre relatif à l'incendie du 24 novembre 2017 à l'école Jules-Ferry.

N° 15/2018 : Marché de services pour les prestations d'exploitation de type P1-P2-P3 GER des équipements thermiques de chauffage, de climatisation-ventilation de confort, de production d'eau chaude sanitaire et de traitement des bâtiments communaux – Avenant n° 2.

N° 16/2018 : Désignation d'un avocat (GIL-FOURRIER) pour défendre les intérêts de la commune dans le cadre de l'affaire Abdella DJAIFRI auprès de la Cour administrative d'appel de Marseille.

N° 17/2018 : Convention de mise à disposition d'une psychologue du travail du Centre de Gestion du Gard.

N° 18/2018 : Annulation de la procédure de consultation relative à la passation des marchés de travaux pour la reconstruction de l'EHPAD du Bosquet et lancement d'une nouvelle consultation en procédure d'appel d'offre.

N° 19/2018 : Convention d'adhésion au service de médecine de prévention et de santé au travail géré par le Centre de Gestion du Gard.

N° 20/2018 : Adhésion de la commune à la Fédération Nationale des Comités et Organisateurs de Festivités.

Jean-Yves CHAPELET : Ce Conseil municipal est terminé, je voulais vous souhaiter un bel été, reposez-vous bien et profitez de vos familles. Bon week-end, on se reverra à la rentrée.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée à : **11 h 10**.

Le Maire
Jean-Yves CHAPELET

